

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/34423]

12 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal visant à l'harmonisation de différents arrêtés royaux relatifs à l'intermédiation dans le secteur financier et des assurances

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de Vous présenter pour signature, vise à modifier l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2006 portant exécution de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers, l'arrêté royal du 29 octobre 2015 portant exécution du Titre 4, Chapitre 4, du Livre VII du Code de droit économique, ainsi que l'arrêté royal du 18 juin 2019 portant exécution des articles 5, 19^o /1, 264, 266, 268 et 273 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.

Les modifications apportées sont prises en exécution des articles 7, § 1^{er}, et 8, alinéas 2 et 3, de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers, des articles VII. 160, VII. 180 à VII. 184 et VII. 186 à VII.188 du Livre VII du Code de droit économique, ainsi que de l'article 266, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 4 avril 2014.

Le présent arrêté est également pris en exécution de l'article 27^{ter}, § 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, en ce qu'il fixe les critères utilisés pour évaluer les connaissances et les compétences des personnes physiques fournissant des conseils en investissement ou des informations sur des instruments financiers, des services d'investissement ou des services auxiliaires à des clients pour le compte d'une entreprise d'investissement ou d'un établissement de crédit.

Les arrêtés modifiés règlent certains aspects du statut des intermédiaires en services bancaires et d'investissement, des intermédiaires de crédit et des intermédiaires d'assurance et de réassurance, notamment les aspects liés au contenu de leur dossier d'inscription et aux exigences d'assurance et de connaissances professionnelles.

L'objectif principal du présent arrêté est d'harmoniser les différents statuts d'intermédiaires en s'inspirant des modifications apportées au statut des intermédiaires d'assurances dans le cadre de la transposition de la Directive IDD (Directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances transposée en droit belge par la loi du 6 décembre 2018 transposant la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/34423]

12 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot harmonisatie van verschillende koninklijke besluiten over de bemiddeling in de financiële en verzekeringssector

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat de Regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen, strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juli 2006 tot uitvoering van de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2015 tot uitvoering van Titel 4, Hoofdstuk 4 van Boek VII van het Wetboek van economisch recht, en van het koninklijk besluit van 18 juni 2019 tot uitvoering van de artikelen 5, 19^o/1, 264, 266, 268 en 273 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen.

De aangebrachte wijzigingen zijn genomen ter uitvoering van de artikelen 7, § 1, en 8, tweede en derde lid, van de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten, van de artikelen VII. 160, VII. 180 tot VII. 184, en VII. 186 tot VII. 188, van Boek VII van het Wetboek van economisch recht, en van artikel 266, eerste lid, 1^o, van de wet van 4 april 2014.

Dit besluit wordt ook genomen ter uitvoering van artikel 27^{ter}, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, omdat het de criteria vaststelt voor de beoordeling van de kennis en de vaardigheden van de natuurlijke personen die beleggingsadvies of informatie over financiële instrumenten verstrekken, dan wel beleggingsdiensten of nevendiensten aan cliënten verlenen voor rekening van een beleggingsonderneming of een kredietinstelling.

De gewijzigde besluiten regelen bepaalde aspecten van het statuut van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten, de kredietbemiddelaars en de verzekerings- en herverzekerings-tussenpersonen, onder andere in verband met de inhoud van hun inschrijvingsdossier, de verzekeringsvereisten en de vereisten inzake beroepskennis.

Dit ontwerp strekt er vooral toe de verschillende statuten van tussenpersonen te harmoniseren, in navolging van de wijzigingen die in het statuut van de verzekeringstussenpersonen zijn aangebracht bij de omzetting van de IDD-richtlijn (Richtlijn (EU) 2016/97 van het Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 betreffende verzekeringsdistributie, die in Belgisch recht is omgezet bij de wet van 6 december 2018 tot omzetting van Richtlijn (EU) 2016/97 van het

20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et l'arrêté royal du 18 juin 2019 portant exécution des articles 5, 19° /1, 264, 266, 268 et 273 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances (ci-après « arrêté royal du 18 juin 2019 »).

Cette harmonisation vise dans un premier temps l'abrogation du système d'inscription collective des intermédiaires, le contenu du dossier d'inscription, l'octroi de certaines dérogations en matière de connaissances professionnelles, l'adaptation de l'exigence de connaissances professionnelles des personnes en contact avec le public et le renforcement de l'exigence de recyclage régulier. Une harmonisation plus complète pourrait intervenir dans un second temps.

En ce qui concerne le dossier d'inscription des intermédiaires en services bancaires et d'investissement, ce dernier est notamment complété par les données d'identification des entreprises réglementées avec lesquelles l'intermédiaire travaille ou a l'intention de travailler, ainsi que des personnes responsables en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Le dossier devra également être complété avec l'identification des personnes chargées de la direction effective, qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation et, pour chacune de ses personnes, la preuve qu'elles possèdent les connaissances professionnelles requises. Cet ajout fait suite à la modification apportée à l'article 9 de la loi du 22 mars 2006 par la loi du 2 mai 2019.

Pour autant que de besoin, il est également précisé que la description du contenu du dossier d'inscription dans l'arrêté royal ne porte pas préjudice au droit de la FSMA de demander des informations complémentaires qu'elle jugerait nécessaire pour apprécier le dossier.

Le dossier d'inscription des prêteurs est complété par les données d'identification de la ou des personnes responsables en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Il est également précisé, tant pour les intermédiaires en services bancaires et d'investissement que pour les intermédiaires de crédit que la demande et le dossier d'inscription sont transmis à la FSMA par voie électronique, selon les modalités que la FSMA détermine et rend publiques sur son site web, et que toute modification de la demande ou des données ou documents transmis initialement dans le dossier d'inscription soient transmis dans la même forme et selon les mêmes modalités.

En ce qui concerne l'exigence de connaissances professionnelles pour les intermédiaires en services bancaires et d'investissement, leurs dirigeants et leurs personnes en contact avec le public, les principales modifications apportées peuvent se résumer comme suit :

- la description des connaissances théoriques requises à l'article 7 de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2006 est actualisée, pour tenir compte, notamment de la transposition de l'article 25 de la Directive MiFID II ; l'exigence de connaissances en matière de gestion d'entreprises est supprimée ;

- une dérogation est prévue pour les personnes ayant été omises du registre et qui souhaitent s'y ré-inscrire endéans un délai de cinq ans ; cette dérogation s'applique également par analogie aux personnes en contact avec le public et aux dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation ;

- il est prévu que les personnes en contact avec le public puissent être actives en tant que « PCP en formation » : la faculté est prévue pour les personnes en contact avec le public qui ne possèdent pas encore la connaissance théorique requise de l'acquérir endéans un délai d'un an après leurs première désignation auprès de l'intermédiaire concerné ;

- les personnes en contact avec le public devront dorénavant justifier une expérience utile de six mois, avec la possibilité de l'acquérir, à certaines conditions, auprès de l'intermédiaire concerné.

Il est également précisé que les exigences de connaissances professionnelles des personnes en contact avec le public, au sens de l'article 13 de la loi du 22 mars 2006, s'appliquent également à toutes les personnes physiques visées à l'article 27^{ter} de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers. Cette disposition vise en effet, de manière plus générale, toutes les personnes physiques fournissant des conseils en investissement ou des informations sur des instruments financiers, des services d'investissement ou des services auxiliaires à des clients pour le compte d'une entreprise réglementée. Ces dernières doivent s'assurer que toutes ces personnes disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour respecter leurs obligations légales et réglementaires.

Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 betreffende verzekeringsdistributie, en het koninklijk besluit van 18 juni 2019 tot uitvoering van de artikelen 5, 19° /1, 264, 266, 268 en 273 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen (hierna "het koninklijk besluit van 18 juni 2019").

Deze harmonisering betreft in een eerste stadium de opheffing van de regeling inzake de collectieve inschrijving van de tussenpersonen, de inhoud van het inschrijvingsdossier, de toekenning van bepaalde afwijkingen in verband met de beroepskennis, de aanpassing van het vereiste inzake beroepskennis van de personen in contact met het publiek, en de verscherping van het vereiste inzake geregelde bijscholing. In een tweede stadium zou een completere harmonisering kunnen worden doorgevoerd.

Het inschrijvingsdossier van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten wordt onder andere aangevuld met de identificatiegegevens van de gereguleerde ondernemingen waarmee de tussenpersoon samenwerkt of voornemens is samen te werken, en van de verantwoordelijken voor de voorkoming van witwassen van geld en financiering van terrorisme. Het dossier zal ook moeten worden aangevuld met de identificatie van de personen belast met de effectieve leiding, die de facto verantwoordelijk zijn voor de bemiddelingsactiviteit en, voor elk van die personen, met het bewijs dat zij over de vereiste beroepskennis beschikken. Die toevoeging sluit aan bij de wijziging die de wet van 2 mei 2019 in artikel 9 van de wet van 22 maart 2006 heeft aangebracht.

Voor zover nodig, wordt ook verduidelijkt dat de beschrijving van de inhoud van het inschrijvingsdossier in het koninklijk besluit geen afbreuk doet aan het recht van de FSMA om de bijkomende inlichtingen te vragen die zij nodig zou achten voor de beoordeling van het dossier.

Het inschrijvingsdossier van de kredietgevers wordt aangevuld met de identificatiegegevens van de verantwoordelijke(n) voor de voorkoming van witwassen van geld en financiering van terrorisme.

Ook wordt, zowel voor de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten als voor de kredietbemiddelaars, verduidelijkt dat de inschrijvingsaanvraag en het inschrijvingsdossier elektronisch aan de FSMA moeten worden overgemaakt, volgens de modaliteiten die zij bepaalt en openbaar maakt op haar website, en dat alle wijzigingen in de aanvraag of in de gegevens of documenten die oorspronkelijk in het inschrijvingsdossier zijn overgemaakt, in dezelfde vorm en volgens dezelfde modaliteiten moeten worden overgemaakt.

In verband met het vereiste inzake beroepskennis voor de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten, hun leiders en hun personen in contact met het publiek, kunnen de belangrijkste aangebrachte wijzigingen als volgt worden samengevat:

- de beschrijving van de vereiste theoretische kennis als bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 1 juli 2006 wordt geactualiseerd, om onder andere rekening te houden met de omzetting van artikel 25 van de MiFID II-richtlijn in Belgisch recht; het vereiste inzake de kennis van bedrijfsbeheer wordt geschrapt;

- er wordt voorzien in een afwijking voor de personen die uit het register zijn weggelaten en die binnen een termijn van vijf jaar opnieuw in het register willen worden ingeschreven; die afwijking geldt naar analogie ook voor de personen in contact met het publiek en voor de effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de bemiddelingsactiviteit;

- er wordt voorzien in de mogelijkheid dat personen in contact met het publiek werkzaam zijn als "PCP in opleiding": voor de personen in contact met het publiek die de vereiste theoretische kennis nog niet bezitten, wordt voorzien in de mogelijkheid om die theoretische kennis te verwerven binnen een jaar na de eerste aanstelling bij de betrokken tussenpersoon;

- de personen in contact met het publiek zullen voortaan moeten kunnen aantonen dat zij over een nuttige ervaring van zes maanden beschikken, waarbij wordt voorzien in de mogelijkheid om die ervaring onder bepaalde voorwaarden bij de betrokken tussenpersoon te verwerven.

Ook wordt verduidelijkt dat de vereisten inzake beroepskennis van de personen in contact met het publiek, in de zin van artikel 13 van de wet van 22 maart 2006, ook gelden voor alle natuurlijke personen als bedoeld in artikel 27^{ter} van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten. Die bepaling viseert immers meer algemeen alle natuurlijke personen die beleggingsadvies of informatie over financiële instrumenten verstrekken, of beleggingsdiensten of nevendiensten aan cliënten verlenen voor rekening van een gereguleerde onderneming. Laatstgenoemden moeten nagaan of al die personen over de nodige kennis en vaardigheden beschikken om de voor hen geldende wettelijke en reglementaire verplichtingen na te leven.

En fixant les critères pour une telle évaluation, le présent arrêté exécute l'article 27^{ter} précité et se conforme parfaitement à l'article 25 de la Directive MiFID II.

- les connaissances professionnelles doivent faire l'objet d'un recyclage régulier. Le présent arrêté précise dorénavant la durée minimale de ce recyclage et établit que ce recyclage est calculé sur une base annuelle comme c'est désormais le cas dans le secteur des assurances. Les modalités d'agrément de ce recyclage par la FSMA sont également modifiées. La FSMA procédera dorénavant à l'agrément des organisateurs de formations afin de s'assurer de la qualité des formations suivies.

Il est également précisé qu'au cours des trois années suivant leur première inscription ou désignation à leur fonction, les intermédiaires et leurs dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation doivent cibler leur recyclage sur les services bancaires et les services d'investissement qu'ils fournissent eux-mêmes, ou les personnes qu'ils supervisent.

Les personnes en contact avec le public doivent également maintenir leurs connaissances professionnelles à jour et à niveau en suivant un recyclage régulier. En ce qui les concerne le principe reste que l'employeur est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan de formation (annuel et actualisé) visant à maintenir à jour les connaissances de ces personnes.

Il est également précisé que la durée de l'expérience est calculée sur une base d'équivalent temps plein, et ce pour tous les statuts d'intermédiaires.

La formulation proposée est inspirée des Orientations d'ESMA sur l'évaluation des connaissances et des compétences qui définissent comme suit la notion d'« expérience appropriée »: *« le membre du personnel doit avoir fait preuve de sa capacité à fournir les services pertinents dans le cadre de son travail antérieur. Ce travail doit avoir été réalisé, sur une base d'équivalent temps plein, au cours d'une période minimale de 6 mois. Au-delà de cette période minimale, l'AC peut faire varier la période d'expérience requise en fonction des qualifications appropriées obtenues par le membre du personnel, ainsi que des services pertinents fournis. »*

Cette règle vise à atteindre l'objectif visé par l'exigence de l'acquisition d'une expérience pratique, à savoir que la FSMA s'assure que ces personnes aient bénéficié d'un encadrement préalable à l'exercice autonome d'une activité qui s'est complexifiée au fil du temps, et aient acquis les connaissances et l'expérience de terrain afin de professionnaliser la fonction et offrir ainsi un service de qualité à la clientèle. Cette règle n'empêche pas que l'expérience soit acquise à temps partiel mais la durée totale de l'expérience requise sera calculée afin de correspondre à une durée de, par exemple, 6 mois sur une base d'équivalent temps plein. Des modalités spécifiques de calcul seront définies par la FSMA dans les hypothèses où, soit le candidat, soit l'intermédiaire ou l'entreprise auprès de laquelle l'expérience est acquise, cumule plusieurs activités réglementées. Dans ces hypothèses de cumul, les durées requises d'expérience pratique ne devront pas nécessairement être cumulées, à condition toutefois que l'expérience acquise reste pertinente.

Quelques modifications sont également apportées à l'exigence d'assurance de responsabilité professionnelle. Toujours dans un souci d'harmonisation avec les autres statuts d'intermédiaire, la principale modification apportée vise à exiger de l'entreprise d'assurances qu'elle avise la FSMA lorsque la responsabilité professionnelle d'un intermédiaire n'est plus assurée. Cette obligation vaut également pour l'intermédiaire, au même titre que pour toute modification ayant un impact sur le respect permanent de ses conditions d'inscription.

Des modifications similaires sont apportées au statut des intermédiaires de crédit.

En ce qui concerne les connaissances théoriques des intermédiaires de crédit, il est dorénavant prévu, comme dans les autres statuts d'intermédiaires, que les titulaires de diplômes de master, les titulaires de diplômes de bachelier dont le programme de cours correspond, dans une certaine mesure, à l'exigence de connaissances théoriques, ou d'un diplôme étranger équivalent, sont supposés répondre aux exigences de connaissances théoriques.

Tous les intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement et les intermédiaires de crédit inscrits au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté disposent d'un délai de trois mois à dater de sa publication pour se conformer aux dispositions de l'arrêté royal. Ceci concerne principalement l'actualisation du dossier d'inscription. Pour les intermédiaires dont la demande d'inscription initiale a été introduite collectivement par un organisme central, ce délai de trois mois commence à courir à dater du transfert de leur dossier opéré conformément au Chapitre IV du présent arrêté.

Door de criteria voor een dergelijke beoordeling vast te stellen, geeft dit besluit uitvoering aan voornoemd artikel 27^{ter} en voldoet het volledig aan artikel 25 van de MiFID II-richtlijn:

- de beroepskennis moet het voorwerp uitmaken van een geregelde bijscholing. Dit besluit verduidelijkt de geldende minimumduur van die bijscholing en bepaalt dat die bijscholing op jaarbasis wordt berekend, zoals voortaan het geval is in de verzekeringssector. Ook de modaliteiten voor de erkenning van die bijscholing door de FSMA worden gewijzigd. Voortaan zal de FSMA de opleidingsorganisatoren erkennen, om zich van de kwaliteit van de verstrekte opleidingen te kunnen vergewissen.

Verder wordt verduidelijkt dat de tussenpersonen en hun effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de bemiddelingsactiviteit, tijdens de drie jaar volgend op hun eerste inschrijving of aanduiding, hun bijscholing moeten toespitsen op de bank- en beleggingsdiensten die zijzelf of de personen waarop zij toezicht uitoefenen, verstrekken.

Ook de personen in contact met het publiek moeten hun beroepskennis actueel en op peil houden door geregeld bijscholing te volgen. Voor hen blijkt ook het beginsel behouden dat de werkgever verantwoordelijk is voor het uitwerken en uitvoeren van een (jaarlijks en geactualiseerd) opleidingsplan dat tot doel heeft de kennis van die personen actueel te houden.

Ook wordt verduidelijkt dat de duur van de ervaring, voor alle statuten van tussenpersonen, op voltijdbasis wordt berekend.

De voorgestelde verwoording is geënt op de ESMA-richtsnoeren voor de beoordeling van kennis en bekwaamheid. Die definiëren het begrip "passende ervaring" als volgt: *"de omstandigheid dat een personeelslid door uitgevoerde eerdere activiteiten heeft aangetoond dat hij of zij in staat is de relevante diensten te verlenen. Deze activiteiten moeten zijn uitgevoerd op voltijdsbasis gedurende een periode van ten minste 6 maanden. De BA kan een langere ervaringstijd dan deze minimumperiode eisen, afhankelijk van de behaalde passende kwalificatie van het personeel en van de relevante diensten die worden verleend".*

Deze regel strekt ertoe de doelstelling te verwezenlijken van het vereiste dat praktijkervaring moet worden opgedaan, namelijk dat de FSMA nagaat of die personen de nodige omkadering hebben ontvangen vóór zij zijn gestart met de autonome uitoefening van een activiteit die mettertijd complexer is geworden, en of zij de nodige kennis en ervaring op het terrein hebben opgedaan om de functie professioneel uit te oefenen en zo een kwaliteitsservice te verlenen aan de cliënten. Deze regel sluit niet uit dat de ervaring deeltijds wordt opgedaan, maar de totale duur van de vereiste ervaring zal worden berekend om overeen te stemmen met een duur van, bij voorbeeld, zes maanden op voltijdbasis. De FSMA zal specifieke berekeningsmodaliteiten bepalen voor de gevallen waarin hetzij de kandidaat, hetzij de tussenpersoon of de onderneming waarbij de ervaring wordt opgedaan, verschillende gereguleerde activiteiten cumuleert. In die hypothesen waarin verschillende gereguleerde activiteiten worden gecumuleerd, zullen de vereiste periodes van praktijkervaring niet noodzakelijk moeten worden gecumuleerd, op voorwaarde weliswaar dat de opgedane ervaring pertinent blijft.

Verder worden enkele wijzigingen aangebracht in het vereiste inzake de beroepsaansprakelijkheidsverzekering. Nog steeds met het oog op de harmonisering met de andere statuten van tussenpersonen, strekt de belangrijkste aangebrachte wijziging ertoe van de verzekeringsonderneming te eisen dat zij de FSMA ervan in kennis stelt als de beroepsaansprakelijkheid van een tussenpersoon niet langer is verzekerd. Die verplichting geldt ook voor de tussenpersoon, net zoals zijn verplichting om de FSMA in kennis te stellen van elke wijziging die een impact heeft op de permanente naleving van zijn inschrijvingsvoorwaarden.

In het statuut van de kredietbemiddelaars worden soortgelijke wijzigingen aangebracht.

Wat de theoretische kennis van de kredietbemiddelaars betreft, wordt voortaan, net als voor de andere statuten van tussenpersonen, bepaald dat de houders van een masterdiploma, de houders van een bachelordiploma waarvan het lessenprogramma tot op zekere hoogte bij het vereiste inzake theoretische kennis aansluit, of van een soortgelijk buitenlands diploma, geacht worden aan de vereisten inzake theoretische kennis te voldoen.

Alle tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten en alle kredietbemiddelaars die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit over een inschrijving beschikken, moeten uiterlijk binnen drie maanden na de publicatie van dit besluit aan de bepalingen ervan voldoen. Dit betreft in hoofdzaak de actualisering van het inschrijvingsdossier. Voor de tussenpersonen van wie de initiële inschrijvingsaanvraag collectief door een centrale instelling is ingediend, begint die termijn van drie maanden te lopen vanaf de overdracht van hun dossier conform Hoofdstuk IV van dit besluit.

En matière de connaissances professionnelles, des dispositions transitoires sont également prévues, principalement dans le but de clarifier qu'il ne sera pas exigé de toute personne qui était soumise à une exigence de connaissances professionnelles avant l'entrée en vigueur du présent arrêté d'apporter à nouveau la preuve de ses connaissances en tenant compte des modifications apportées. Une présomption est prévue pour le futur sans limite dans le temps sauf si cette personne a été omise du registre (ou n'exerce plus l'activité) pendant plus de 5 ans (cf. articles 28 et 29 de l'arrêté).

Une modification est également apportée à l'article 17 de l'arrêté royal du 18 juin 2019 dans le but d'autoriser les sous-agents d'assurance ou de réassurance, leurs responsables de la distribution, et leurs dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité de distribution d'assurances ou de réassurances, qui ne peuvent pas justifier d'une expérience pratique utile de six mois, d'acquérir cette expérience, sous la supervision et en bénéficiant de l'encadrement, soit de l'intermédiaire d'assurance ou de réassurance pour le compte duquel agit le sous-agent concerné, soit d'un responsable de la distribution désigné à cet effet auprès de cet intermédiaire. Cette possibilité d'acquisition de l'expérience pratique pour les sous-agents, leurs responsables de la distribution et leurs dirigeants effectifs de facto responsables est analogue à la faculté déjà offerte aux personnes en contact avec le public.

Les sous-agents concernés doivent toutefois posséder les connaissances théoriques requises.

Cette modification va de pair avec un renforcement légal de la responsabilité des agents et des courtiers d'assurance ou de réassurance qui collaborent avec des sous-agents. Ces agents et courtiers sont déjà tenus, conformément à l'article 293, § 2 de la loi du 4 avril 2014, de contrôler les activités des sous-agents d'assurance avec lesquels ils collaborent. Afin de renforcer encore cette responsabilité déjà existante, cette obligation de contrôle des activités des sous-agents dont ils sont responsables sera incluse dans les conditions d'inscription des candidats agents ou courtiers d'assurance, devant être remplies en permanence par les agents et courtiers, au même titre, par exemple que leur obligation de respecter les règles de conduite et les obligations en matière d'information applicables aux activités de distribution d'assurances, ou de se conformer à la législation belge relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Ainsi, si la FSMA constate une ou plusieurs infractions aux dispositions de la loi du 4 avril 2014, commises par un sous-agent, notamment à ses conditions d'inscription (obligation de répondre à l'Ombudsman, obligation de souscrire à une assurance, etc.), elle sera en mesure de prendre des mesures conformément à la Partie 7 de la loi, non seulement à l'encontre du sous-agent, mais également, le cas échéant, à l'encontre de son principal qui aurait failli dans son obligation de contrôle (cf. article 266, alinéa 1^{er}, 13^o de la loi du 4 avril 2014, inséré par le projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'intermédiation dans le secteur financier et des assurances).

Le présent arrêté a été soumis à l'avis de l'Autorité de protection des données (ci-après "APD").

Concernant cet avis, il est observé que :

- l'APD ne formule aucune remarque particulière sur le fait que la voie électronique soit dorénavant exigée pour l'introduction des demandes et des dossiers d'inscription. L'APD reconnaît à ce sujet que les personnes visées par cette obligation sont actives professionnellement dans un secteur où l'on recourt très fréquemment à des méthodes électroniques et que cela ne constitue dès lors pas un obstacle. Pour autant que de besoin, il est confirmé que la FSMA prend les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité et la confidentialité des données tout au long de leur cycle de vie conformément aux articles 24 et 32 du RGDP. À ce sujet, il est renvoyé au commentaire du nouvel article 46bis de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, inséré par la loi du 30 juillet 2018 portant des dispositions financières diverses (Doc., Ch., 2017-2018, n° 3172/001, p.67 et s.) ;

- l'APD reconnaît que les traitements de données à caractère personnel prévus dans le présent arrêté poursuivent une finalité déterminée, explicite et légitime conformément à l'article 5.1.b) du RGDP ;

- Il n'est pas donné suite à la remarque de l'APD selon laquelle il conviendrait de supprimer la phrase introductive du nouvel article 3, § 1^{er} de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2006, ou à tout le moins d'identifier les informations complémentaires que la FSMA serait en droit de demander pour apprécier la demande d'inscription, ou de compléter cette phrase introductive pour préciser que ce droit de la FSMA se limite à réclamer des informations pour préciser ou compléter les informations disponibles qui comporteraient des imprécisions ou des contradictions ou qui seraient incomplètes.

Wat de beroepskennis betreft, is ook in overgangsbepalingen voorzien, in hoofdzaak om te verduidelijken dat niet van iedere persoon die, vóór de inwerkingtreding van dit besluit, aan het vereiste inzake beroepskennis was onderworpen, zal worden geëist dat hij opnieuw het bewijs van zijn kennis levert in het licht van de aangebrachte wijzigingen. Voor de toekomst geldt een vermoeden voor onbepaalde duur, tenzij die persoon sinds meer dan 5 jaar uit het register is weggelaten (of de activiteit niet langer verricht) (zie de artikelen 28 en 29 van het besluit).

Ook wordt een wijziging aangebracht in artikel 17 van het koninklijk besluit van 18 juni 2019 om de verzekerings- of herverzekeringssubagenten, hun verantwoordelijken voor de distributie en hun effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de activiteit van verzekerings- of herverzekeringssubagenten, en die geen zes maanden nuttige praktijkervaring hebben opgedaan, in staat te stellen om die ervaring alsnog op te doen onder het toezicht en binnen de omkadering van hetzij de verzekerings- of herverzekeringstussenpersoon voor wiens rekening de betrokken subagent handelt, hetzij een verantwoordelijke voor de distributie die daartoe bij die tussenpersoon is aangesteld. Die mogelijkheid die de subagenten, hun verantwoordelijken voor de distributie en hun effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn, wordt geboden om praktijkervaring op te doen, is vergelijkbaar met de mogelijkheid die al wordt geboden aan de personen in contact met het publiek.

De betrokken subagenten moeten echter de nodige theoretische kennis bezitten.

Deze wijziging gaat samen met een wettelijke versterking van de verantwoordelijkheid van de verzekerings- of herverzekeringssubagenten en verzekerings- of herverzekeringsmakelaars die samenwerken met subagenten. Die agenten en makelaars moeten, conform artikel 293, § 2, van de wet van 4 april 2014, de activiteiten controleren van de verzekeringssubagenten met wie zij samenwerken. Om die reeds bestaande verantwoordelijkheid verder te versterken, zal deze verplichting tot het controleren van de activiteiten van de subagenten voor wie zij verantwoordelijk zijn, worden opgenomen in de inschrijvingsvoorwaarden van de kandidaat-verzekeringsagenten of -verzekeringsmakelaars, die de agenten en de makelaars permanent moeten naleven, zoals bijvoorbeeld de voor hen geldende verplichting om de gedragsregels en de informatieverplichtingen na te leven die van toepassing zijn op de verzekeringsdistributieactiviteiten, of de voor hen geldende verplichting om zich te conformeren aan de Belgische wetgeving over de voorkoming van witwassen van geld en financiering van terrorisme. Als de FSMA vaststelt dat een subagent een of meer inbreuken op de bepalingen van de wet van 4 april 2014 heeft gepleegd, onder meer op zijn inschrijvingsvoorwaarden (verplichting om te antwoorden aan de Ombudsman, de verplichting om een verzekering af te sluiten, ...), zal zij, conform Deel 7 van de wet, maatregelen kunnen nemen, niet enkel tegen de subagent, maar, in voorkomend geval, ook tegen zijn principaal die zijn controleverplichting niet zou zijn nagekomen (zie artikel 266, eerste lid, 13^o, van de wet van 4 april 2014, ingevoegd bij het wetsontwerp houdende diverse bepalingen inzake bemiddeling in de financiële en de verzekeringssector).

Dit besluit is voor advies voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "GBA").

In verband met dat advies wordt het volgende opgemerkt:

- de GBA formuleert geen enkele bijzondere opmerking over het feit dat voortaan wordt geëist dat inschrijvingsverzoeken en -dossiers langs elektronische weg worden ingediend. De GBA erkent ter zake dat de personen voor wie die verplichting geldt, beroepshalve actief zijn in een sector waar in hoge mate gebruik wordt gemaakt van elektronische werkwijzen, en dat deze verplichting bijgevolg geen hindernis voor hen vormt. Voor zover nodig, wordt bevestigd dat de FSMA passende technische en organisatorische maatregelen neemt om de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de gegevens tijdens hun levenscyclus te verzekeren conform de artikelen 24 en 32 van de GDPR. Ter zake wordt verwezen naar de commentaar bij het nieuwe artikel 46bis van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2018 houdende diverse financiële bepalingen (Doc. Kamer, 2017-2018, nr. 3172/001, p. 67 e.v.);

- de GBA erkent dat de in dit besluit bedoelde verwerkingen van persoonsgegevens een welbepaald, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigd doeleinde nastreven conform artikel 5.1.b) van de GDPR;

- er wordt geen gevolg gegeven aan de opmerking van de GBA dat de inleidende zin van het nieuwe artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 1 juli 2006 zou moeten worden geschrapt, of dat op zijn minst zou moeten worden geïdentificeerd welke bijkomende inlichtingen de FSMA bij de beoordeling van de inschrijvingsaanvraag zou mogen vragen, of dat die inleidende zin zou moeten worden aangevuld om te verduidelijken dat dit recht van de FSMA beperkt blijft tot het verduidelijken of aanvullen van de beschikbare informatie die onduidelijkheden of tegenstrijdigheden zou bevatten, of onvolledig zou zijn.

En effet, cette phrase ne pourrait être supprimée ou limitée de la sorte, dès lors qu'elle illustre le droit dont dispose la FSMA, conformément aux dispositions légales en vigueur, de demander, à tout moment, aux intermédiaires sous son contrôle de lui fournir tous renseignements ou tous documents nécessaire à l'exécution de sa mission. Il ressort en outre déjà clairement du libellé de cette phrase qu'elle ne laisse pas un « chèque en blanc » à la FSMA dans la mesure où les informations complémentaires qu'elle est en droit de demander doivent être nécessaires pour apprécier la demande d'inscription ;

- en ce qui concerne la suggestion de l'APD de recourir, dans la mesure du possible, à des sources authentiques, comme notamment le registre national ou le Casier judiciaire central, en vue du contrôle des informations fournies et de leur actualisation, il est fait remarquer que l'usage de telles sources risquerait de poser des problèmes d'identification de la personne concernée et que seul l'obtention du numéro de registre national et de l'extrait du casier judiciaire auprès de la personne concernée offre toute garantie quant à l'identification de cette personne. En outre, indépendamment de la question de savoir si la FSMA dispose des moyens légaux d'avoir accès à de telles sources, l'existence de sources authentiques ne devrait en toute hypothèse pas remettre en cause l'obligation des personnes sous contrôle de faire preuve de transparence vis-à-vis de leur autorité de contrôle et d'actualiser eux-mêmes leurs données ;

- il n'est également pas donné suite à la suggestion de l'APD de définir davantage dans l'arrêté royal le contenu de la note explicative qui démontre l'aptitude et l'honorabilité professionnelle. Le contenu de cette note explicative est défini par la FSMA sur son site internet, notamment dans des formulaires qui doivent être remplis par les candidats reprenant différents éléments permettant à la FSMA d'apprécier leur aptitude et honorabilité professionnelle.

Il convient de préciser que la condition d'aptitude et d'honorabilité professionnelle n'est pas une condition formelle se résumant à une absence de condamnation pénale dans un domaine précis. La FSMA dispose en effet d'une marge d'appréciation en la matière, portant notamment sur la nature et la gravité des faits concernés et qu'il s'agit d'une compétence discrétionnaire. L'exigence d'honorabilité n'est ainsi notamment pas confinée aux domaines visés par le dispositif d'interdictions professionnelles de l'article 20 de la loi du 25 avril 2014. L'objectif de cette exigence est de s'assurer qu'une personne présente bien, sur le plan éthique, les qualités nécessaires pour exercer les fonctions concernées ;

- enfin, en ce qui concerne le délai de conservation des données, il est précisé que la FSMA ne conserve les données que durant le temps nécessaire pour atteindre le but dans lequel elle les a recueillies. Plus particulièrement, les données que traite la FSMA aux fins de l'exercice de ses missions de contrôle des intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement, des prêteurs et des intermédiaires de crédit sont conservées aussi longtemps que ces personnes sont soumises à sa supervision. La FSMA est également amenée à conserver les données au-delà de cette période, par exemple dans la mesure où celles-ci pourraient redevenir pertinentes dans le cadre d'éventuelles actions en responsabilité ou pour l'exercice ultérieur de ses tâches de supervision, compte tenu notamment des délais prévus à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relatif à l'interdiction professionnelle.

En outre, la FSMA est soumise à la loi sur les Archives du Royaume du 24 juin 1955 et certaines informations sont dès lors conservées pendant une période plus longue, telle que prévue par cette loi, à des fins archivistiques et moyennant des garanties appropriées.

Pour ces différentes raisons, il est impossible de fixer un délai de conservation des données dans le présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE
Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM
Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME,
D. CLARINVAL

La Secrétaire d'Etat au Budget et à la Protection des Consommateurs,
E. DE BLEEKER

Die zin zou immers niet kunnen worden geschrapt of als dusdanig worden beperkt, omdat hij het recht illustreert waarover de FSMA, conform de geldende wettelijke bepalingen, beschikt om de tussenpersonen onder haar toezicht te allen te tijde te vragen om haar alle inlichtingen of documenten te bezorgen die zij nodig heeft voor de uitvoering van haar opdracht. Bovendien blijkt uit de verwoording van die zin duidelijk dat deze de FSMA geen "blanco cheque" geeft: de bijkomende inlichtingen die zij kan vragen, moeten immers nodig zijn voor de beoordeling van de inschrijvingsaanvraag;

- in verband met de suggestie van de GBA om, in de mate van het mogelijke, gebruik te maken van authentieke bronnen, zoals onder meer het Rijksregister of het Centraal Strafrechtregister, met het oog op zowel de controle als de actualisering van de initiële informatie, wordt opgemerkt dat het gebruik van dergelijke bronnen voor problemen rond de identificatie van de betrokken persoon zou kunnen zorgen, en dat enkel het verkrijgen van het Rijksregisternummer en van het uittreksel uit het strafregister van de betrokkene zelf alle garantie biedt omtrent zijn identificatie. Los van de vraag of de FSMA over de wettelijke middelen beschikt om toegang te krijgen tot dergelijke bronnen, mag het bestaan van authentieke bronnen bovendien in geen geval afbreuk doen aan de verplichting voor de personen onder toezicht om transparant te zijn tegenover hun toezichthouder en om hun gegevens zelf te actualiseren;

- evenmin wordt gevolg gegeven aan de suggestie van de GBA om de inhoud van de toelichting inzake de geschiktheid en de professionele betrouwbaarheid nader te bepalen in het koninklijk besluit. De inhoud van die toelichting wordt door de FSMA nader omschreven op haar website, onder meer in de formulieren die de kandidaten moeten invullen, en waarin verschillende elementen aan bod komen aan de hand waarvan de FSMA hun geschiktheid en professionele betrouwbaarheid kan beoordelen.

Er moet worden verduidelijkt dat de voorwaarde inzake de geschiktheid en de professionele betrouwbaarheid geen formele voorwaarde is die kan worden herleid tot het ontbreken van een strafrechtelijke veroordeling in een welbepaald domein. De FSMA beschikt ter zake immers over een zekere beoordelingsmarge, die onder meer verband houdt met de aard en de ernst van de betrokken feiten. Bovendien gaat het om een discretionaire bevoegdheid. Zo is het vereiste inzake professionele betrouwbaarheid onder meer niet beperkt tot de domeinen waarvoor de beroepsverbodregeling geldt als bedoeld in artikel 20 van de wet van 25 april 2014. Dat vereiste strekt ertoe na te gaan of de betrokken persoon, op ethisch vlak, over de vereiste kwaliteiten beschikt om de betrokken functies uit te oefenen;

- wat tot slot de bewaringstermijn van de gegevens betreft, wordt verduidelijkt dat de FSMA de persoonsgegevens niet langer bewaart dan noodzakelijk is voor het doel waarvoor zij ze heeft verzameld. Meer specifiek worden de gegevens die de FSMA verwerkt bij de uitoefening van haar toezichtopdrachten op de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten, de kredietgevers en de kredietbemiddelaars, zolang bewaard als die personen aan haar toezicht zijn onderworpen. De FSMA kan die gegevens nog langer dan die periode bewaren, bijvoorbeeld voor zover die gegevens weer relevant zouden kunnen worden in het kader van eventuele aansprakelijkheidsvorderingen of voor de latere uitoefening van haar toezichtstaken, onder meer gelet op de termijnen als bedoeld in artikel 20 van de wet van 25 april 2014 over het beroepsverbod.

Bovendien is de FSMA onderworpen aan de archiefwet van 24 juni 1955 en worden bepaalde gegevens bijgevolg gedurende een langere periode bewaard, zoals voorzien door deze wet, voor archiveringsdoeleinden en mits gepaste waarborgen.

Om die redenen is het onmogelijk om in dit besluit een termijn voor de bewaring van de gegevens vast te stellen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE
De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM
De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's,
D. CLARINVAL

De Staatssecretaris voor Begroting en Consumentenbescherming,
E. DE BLEEKER

12 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal visant à l’harmonisation de différents arrêtés royaux relatifs à l’intermédiation dans le secteur financier et des assurances

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, l’article 27ter, § 1^{er};

Vu la loi du 22 mars 2006 relative à l’intermédiation en services bancaires et en services d’investissement et à la distribution d’instruments financiers, les articles 7, § 1^{er}, et 8, alinéa 2, et 13 ;

Vu la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, l’article 266, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu la loi du 25 octobre 2016 relative à l’accès à l’activité de prestation de services d’investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement, l’article 103;

Vu le Livre VII du Code de droit économique, les articles VII.160, VII.180 à VII.184 et VII.186 à VII.188 ;

Vu les avis de l’Autorité des services et marchés financiers, donnés le 5 novembre 2019 et le 31 mars 2021;

Vu l’avis n° 18/2020 du 21 février 2020 de l’Autorité de protection des données ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances accrédité auprès du SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie, donné le 1^{er} juin 2021 ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances accrédité auprès du SPF Finances, donné le 3 décembre 2021 ;

Vu la demande d’avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d’État le 23 juillet 2021, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l’absence de communication de l’avis dans ce délai;

Vu l’article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l’Economie et du Travail, du Ministre des Finances, du Ministre de la Justice, du Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l’Agriculture, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique et de la Secrétaire d’Etat au Budget et à la Protection des Consommateurs.

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l’arrêté royal du 1^{er} juillet 2006 portant exécution de la loi du 22 mars 2006 relative à l’intermédiation en services bancaires et en services d’investissement et à la distribution d’instruments financiers*

Article 1^{er}. À l’article 1^{er} de l’arrêté royal du 1^{er} juillet 2006 portant exécution de la loi du 22 mars 2006 relative à l’intermédiation en services bancaires et en services d’investissement et à la distribution d’instruments financiers, modifié en dernier lieu par l’arrêté royal du 3 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le 2^o, dans la version française, les mots « intermédiaire en services bancaires et en services d’investissement » sont remplacés par les mots « intermédiaire en services bancaires et d’investissement » ;

2^o l’article est complété par les 3^o et 4^o, rédigés comme suit :

« 3^o « personnes en contact avec le public » : les personnes physiques visées à l’article 13 de la loi ;

4^o « les données d’identification » :

a) pour les personnes physiques inscrites au registre national belge : le nom, les prénoms, l’adresse du domicile, le numéro de registre national ;

b) pour les personnes physiques non inscrites au registre national belge : le nom, le prénom, le lieu et la date de naissance, l’adresse du domicile ;

c) pour les personnes morales : le numéro d’entreprise (pour les entreprises de droit belge), la forme juridique, la dénomination sociale, le droit national dont la personne morale relève, l’adresse du siège statutaire ou, si cette personne morale n’a pas de siège statutaire selon le droit national dont elle relève, l’adresse à laquelle son siège principal est établi. ».

12 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot harmonisatie van verschillende koninklijke besluiten over de bemiddeling in de financiële en verzekeringssector

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, artikel 27ter, § 1;

Gelet op de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten, de artikelen 7, § 1, en 8, tweede lid, en 13;

Gelet op de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, artikel 266, eerste lid, 1^o;

Gelet op de wet van 25 oktober 2016 betreffende de toegang tot het beleggingsdienstbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies, artikel 103;

Gelet op Boek VII van het Wetboek van economisch recht, de artikelen VII.160, VII.180 tot VII.184 en VII.186 tot VII.188;

Gelet op de adviezen van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten, gegeven op 5 november 2019 en 31 maart 2021;

Gelet op het advies nr. 18/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 21 februari 2020;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, gegeven op 1 juni 2021;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de FOD Financiën, gegeven op 3 december 2021;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen die op 23 juli 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Werk, de Minister van Financiën, de Minister van Justitie, de Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO’s en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing en de Staatssecretaris voor Begroting en Consumentenbescherming.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 1 juli 2006 tot uitvoering van de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten*

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 juli 2006 tot uitvoering van de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in de bepaling onder 2^o worden, in de Franse versie, de woorden “intermédiaire en services bancaires et en services d’investissement” vervangen door de woorden “intermédiaire en services bancaires et d’investissement”;

2^o het artikel wordt aangevuld met de bepalingen onder 3^o en 4^o, luidende:

“3^o “personen in contact met het publiek”: de in artikel 13 van de wet bedoelde natuurlijke personen;

4^o “identificatiegegevens”:

a) voor natuurlijke personen die in het Belgische rijksregister zijn ingeschreven: naam, voornamen, adres van de woonplaats, rijksregisternummer;

b) voor natuurlijke personen die niet in het Belgische rijksregister zijn ingeschreven: naam, voornaam, geboorteplaats en -datum, adres van de woonplaats;

c) voor rechtspersonen: het ondernemingsnummer (voor de ondernemingen naar Belgisch recht), de rechtsvorm, de maatschappelijke benaming, het nationaal recht van de rechtspersoon, het adres van de statutaire zetel of, indien deze rechtspersoon volgens zijn nationaal recht geen statutaire zetel heeft, het adres waar zijn hoofdkantoor is gevestigd.”.

Art. 2. L'article 2 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Toute demande d'inscription au registre des intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement, telle que visée à l'article 7, § 1^{er}, de la loi, doit être adressée à la FSMA, accompagnée d'un dossier conformément aux dispositions prévues aux articles 3 et 4. La demande et le dossier d'inscription sont transmis à la FSMA par voie électronique, selon les modalités que celle-ci détermine et rend publiques sur son site web.

Dans sa demande, le candidat précise dans quelle catégorie du registre il souhaite être inscrit.

La demande est introduite par la personne physique qui sollicite l'inscription ou par la personne qu'elle a mandatée à cet effet et qui agit sous sa responsabilité, ou, lorsque le demandeur est une personne morale, par l'organe légal d'administration ou par une ou plusieurs personnes qui ont été mandatées à cet effet et qui agissent sous la responsabilité de l'organe légal d'administration.

Toute modification de la demande d'inscription ou des données ou documents visés aux articles 3 et 4, ou mise à jour ultérieure de ces données ou documents, doit être communiquée à la FSMA dans la forme et selon les modalités visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 3. L'article 3 du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1^{er}. Sans préjudice du droit de la FSMA de demander les informations complémentaires qu'elle juge nécessaires pour apprécier le dossier, le candidat intermédiaire, s'il s'agit d'une personne physique doit, pour introduire valablement sa demande d'inscription au registre des intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement, fournir dans cette demande les données suivantes et y joindre les documents suivants :

1° ses données d'identification et son numéro d'entreprise ;

2° un extrait de casier judiciaire destiné à des activités réglementées, qui ne remonte pas à plus de trois mois ;

3° une note explicative démontrant, selon les modalités définies par la FSMA, son expertise adéquate et son honorabilité professionnelle, telles que visées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi ;

4° la preuve qu'il possède les connaissances professionnelles requises, telles que déterminées dans le chapitre III ;

5° une attestation délivrée par l'entreprise d'assurance auprès de laquelle l'assurance de la responsabilité professionnelle a été souscrite conformément à l'article 8, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi, et dont il ressort que cette assurance satisfait aux conditions fixées au chapitre V ;

Pour les agents qui sont dispensés, en application de l'article 8, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi, de l'obligation de souscrire une assurance de la responsabilité professionnelle, une attestation délivrée par l'entreprise réglementée pour laquelle ils agissent, et dans laquelle cette entreprise déclare assumer de manière inconditionnelle et irrévocable les obligations de l'intermédiaire en matière de responsabilité ;

6° la confirmation de l'adhésion à l'Ombudsfm, telle que visée à l'article 8, alinéa 1^{er}, 8°, de la loi ;

7° l'adresse de courrier électronique professionnelle visée à l'article 8, alinéa 1^{er}, 12°, de la loi ;

8° pour l'intermédiaire qui souhaite être inscrit dans la catégorie « agent en services bancaires et en services d'investissement », les données d'identification de l'entreprise réglementée au nom et pour le compte de laquelle l'intermédiaire a l'intention d'agir ;

9° les autres activités professionnelles exercées par le candidat intermédiaire ;

10° le nombre de personnes en contact avec le public employées par l'intermédiaire pour l'activité d'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement ;

11° si la demande est introduite par une personne qui a reçu un mandat spécifique à cet effet, tel que visé à l'article 2, alinéa 3, la preuve de ce mandat.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt vervangen als volgt:

“Art. 2. Elke aanvraag om inschrijving in het register van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten als bedoeld in artikel 7, § 1, van de wet moet aan de FSMA worden gericht, samen met een dossier, overeenkomstig het bepaalde bij de artikelen 3 en 4. De inschrijvingsaanvraag en het inschrijvingsdossier worden langs elektronische weg bij de FSMA ingediend, volgens de door haar bepaalde en op haar website bekendgemaakte modaliteiten.

In zijn aanvraag specificeert de kandidaat in welke categorie van het register hij wil worden ingeschreven.

De aanvraag wordt ingediend door de natuurlijke persoon die om de inschrijving vraagt, of door de persoon die daartoe door hem gemachtigd is en daarbij onder zijn verantwoordelijkheid handelt, of, wanneer de aanvrager een rechtspersoon is, door het wettelijk bestuursorgaan of door een of meer personen die daartoe zijn gemachtigd en daarbij onder de verantwoordelijkheid van het wettelijk bestuursorgaan handelen.

Elke wijziging van de aanvraag tot inschrijving of van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde gegevens of documenten, of elke verdere actualisering van deze gegevens of documenten moet aan de FSMA worden meegegeeld in de vorm en volgens de modaliteiten als bedoeld in het eerste lid.”

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 3. § 1. Zonder afbreuk te doen aan het recht van de FSMA om de bijkomende inlichtingen te vragen die zij nodig acht voor de beoordeling van het dossier, moet de kandidaat-tussenpersoon die een natuurlijke persoon is, om een rechtsgeldige aanvraag in te dienen, bij zijn aanvraag tot inschrijving in het register van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten de volgende gegevens verstrekken en documenten voegen:

1° zijn identificatiegegevens en zijn ondernemingsnummer;

2° een voor gereglementeerde activiteiten bestemd uittreksel uit het strafregister dat niet ouder is dan drie maanden;

3° een toelichting die, volgens de door de FSMA bepaalde modaliteiten, aantoonst dat hij over de passende deskundigheid in professionele betrouwbaarheid beschikt als bedoeld in artikel 8, eerste lid, 3°, van de wet;

4° het bewijs dat hij de vereiste beroepskennis bezit als bepaald in hoofdstuk III;

5° een attest afgeleverd door de verzekeringsonderneming bij wie de beroepsaansprakelijkheidsverzekering is gesloten overeenkomstig artikel 8, eerste lid, 5°, van de wet, en waaruit blijkt dat die verzekering voldoet aan de voorwaarden van hoofdstuk V;

Voor de agenten die, met toepassing van artikel 8, eerste lid, 5°, van de wet, zijn vrijgesteld van de verplichting om een beroepsaansprakelijkheidsverzekering te sluiten, een attest afgeleverd door de gereglementeerde onderneming waarvoor zij optreden, waarbij deze verklaart de aansprakelijkheidsverplichtingen van de tussenpersoon onvoorwaardelijk en onherroepelijk op zich te nemen;

6° het bewijs van toetreding tot Ombudsfm als bedoeld in artikel 8, eerste lid, 8°, van de wet;

7° het in artikel 8, eerste lid, 12°, van de wet bedoelde professioneel e-mailadres;

8° voor de tussenpersoon die in de categorie “agent in bank- en beleggingsdiensten” ingeschreven wil worden, de identificatiegegevens van de gereglementeerde onderneming in wiens naam en voor wiens rekening de tussenpersoon voornemens is te handelen;

9° de andere beroepswerkzaamheden die de kandidaat-tussenpersoon uitoefent;

10° het aantal personen in contact met het publiek dat de tussenpersoon voor de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten tewerkstelt;

11° indien de aanvraag wordt ingediend door een persoon die daartoe een bijzondere machtiging heeft gekregen als bedoeld in artikel 2, derde lid, het bewijs van deze machtiging.

§ 2. Outre les données et documents visés au paragraphe 1^{er}, le candidat intermédiaire qui souhaite être inscrit dans la catégorie « courtiers en services bancaires et en services d'investissement », doit également fournir dans sa demande les données suivantes et y joindre les documents suivants :

1° une attestation délivrée par l'établissement ayant accordé une garantie ou un cautionnement conformément aux dispositions du chapitre IV, et dont il ressort que l'engagement de garantie ou de cautionnement satisfait aux conditions énoncées à l'article 9;

2° les données d'identification des entreprises réglementées avec lesquelles l'intermédiaire a conclu une convention de collaboration ;

3° une déclaration sur l'honneur, telle que visée à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi ;

4° les données d'identification de la ou des personnes responsables visées à l'article 9, § 2, de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces;

5° selon les modalités déterminées par la FSMA, les documents et données nécessaires pour prouver qu'il se conformera aux dispositions de la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement, énumérées à l'article 11, § 1/1, de la loi. ».

Art. 4. L'article 4 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Sans préjudice du droit de la FSMA de demander les informations complémentaires qu'elle juge nécessaires pour apprécier le dossier, le candidat intermédiaire, s'il s'agit d'une personne morale doit, pour introduire valablement sa demande d'inscription au registre des intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement, en sus des données et documents visés à l'article 3, § 1^{er}, 5° à 10°, et § 2, fournir dans cette demande les données suivantes et y joindre les documents suivants :

1° ses données d'identification ;

2° les données d'identification des personnes chargées de la direction effective, telles que visées à l'article 9, 1°, de la loi ;

L'indication de celles des personnes chargées de la direction effective, qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement, telles que visées à l'article 9, 3°, de la loi ;

3° pour chacune des personnes chargées de la direction effective, telles que visées à l'article 9, 1°, de la loi, un extrait de casier judiciaire destiné à des activités réglementées, qui ne remonte pas à plus de trois mois ;

4° pour chacune des personnes visées au 3°, une note explicative démontrant, selon les modalités définies par la FSMA, qu'elle dispose de l'expertise adéquate et de l'honorabilité professionnelle nécessaire à l'exercice de leur fonction, telles que visées à l'article 9, 1°, de la loi ;

5° pour chacune des personnes visées au 2°, qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement, la preuve qu'elle possède les connaissances professionnelles requises, telles que déterminées dans le chapitre III ;

6° les données d'identification des personnes exerçant un contrôle sur l'intermédiaire en services bancaires et d'investissement, tel que visé à l'article 9, 2°, de la loi ;

7° pour chacune des personnes visées au 6°, une note explicative démontrant, selon les modalités définies par la FSMA, qu'elle présente les qualités nécessaires à une gestion saine et prudente visées à l'article 9, 2°, de la loi ;

8° pour l'intermédiaire qui souhaite être inscrit dans la catégorie « courtiers en services bancaires et en services d'investissement », les données d'identification de la personne responsable, au plus haut niveau qui veille à la mise en œuvre et au respect des dispositions de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, conformément à son article 9, § 1^{er}. ».

Art. 5. L'article 5 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est abrogé.

§ 2. Naast de in paragraaf 1 bedoelde gegevens en documenten moet de kandidaat-tussenpersoon die in de categorie "makelaar in bank- en beleggingsdiensten" ingeschreven wil worden, bij zijn aanvraag de volgende gegevens verstrekken en documenten voegen:

1° een attest afgeleverd door de instelling die een waarborg of borgstelling heeft verleend overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV, en waaruit blijkt dat de waarborg- of borgstellingverplichtenis voldoet aan de voorwaarden van artikel 9;

2° de identificatiegegevens van de gereguleerde ondernemingen waarmee de tussenpersoon een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

3° een verklaring op erewoord als bedoeld in artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet;

4° de identificatiegegevens van de verantwoordelijke persoon of personen als bedoeld in artikel 9, § 2, van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten;

5° volgens de door de FSMA bepaalde modaliteiten, de documenten en gegevens die nodig zijn om aan te tonen dat hij zich zal conformeren aan de bepalingen van de wet van 25 oktober 2016 betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies, die in artikel 11, § 1/1, van de wet worden opgesomd."

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. Zonder afbreuk te doen aan het recht van de FSMA om de aankomende inlichtingen te vragen die zij nodig acht voor de beoordeling van het dossier, moet de kandidaat-tussenpersoon die een rechtspersoon is, om een rechtsgeldige aanvraag in te dienen, bij zijn aanvraag tot inschrijving in het register van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten, naast de in artikel 3, § 1, 5° tot 10°, en § 2, bedoelde gegevens en documenten, ook volgende gegevens verstrekken en documenten voegen:

1° zijn identificatiegegevens;

2° de identificatiegegevens van de personen die met de effectieve leiding zijn belast, als bedoeld in artikel 9, 1°, van de wet;

De aanduiding welke van de personen die met de effectieve leiding zijn belast, de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten als bedoeld in artikel 9, 3°, van de wet;

3° voor elk van de personen die met de effectieve leiding zijn belast, als bedoeld in artikel 9, 1°, van de wet, een voor gereguleerde activiteiten bestemd uittreksel uit het strafregister dat niet ouder is dan drie maanden;

4° voor elk van de in de bepaling onder 3° bedoelde personen, een toelichting die, volgens de door de FSMA bepaalde modaliteiten, aantoont dat hij over de voor de uitoefening van zijn functie passende deskundigheid en vereiste professionele betrouwbaarheid beschikt, als bedoeld in artikel 9, 1°, van de wet;

5° voor elk van de in de bepaling onder 2° bedoelde personen die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten, het bewijs dat hij de vereiste beroepskenis bezit als bepaald in hoofdstuk III;

6° de identificatiegegevens van de personen die over de tussenpersoon in bank- en beleggingsdiensten controle uitoefenen als bedoeld in artikel 9, 2°, van de wet;

7° voor elk van de in de bepaling onder 6° bedoelde personen, een toelichting die, volgens de door de FSMA bepaalde modaliteiten, aantoont dat hij geschikt is gelet op de noodzaak van een gezond en voorzichtig beleid als bedoeld in artikel 9, 2°, van de wet;

8° voor de tussenpersoon die in de categorie "makelaar in bank- en beleggingsdiensten" ingeschreven wil worden, de identificatiegegevens van de persoon die op het hoogste niveau verantwoordelijk is om te waken over de toepassing en de naleving van de bepalingen van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten overeenkomstig artikel 9, § 1, van die wet."

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt opgeheven.

Art. 6. À l'article 6 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est abrogé ;

2° dans le paragraphe 2, les mots « ou l'organisme central dans le cas visé à l'article 5, » sont abrogés ;

3° les paragraphes 3 et 4 sont abrogés.

Art. 7. À l'article 7 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 21 juillet 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° la détention d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur donnant accès à l'enseignement supérieur, délivré conformément à un décret de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone ou d'un diplôme ou certificat étranger considéré, en vertu de la législation applicable ou par l'autorité compétente, comme équivalent ;

2° une connaissance théorique suffisante des matières suivantes :

a) la législation applicable aux services bancaires et aux services d'investissement et à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement, en ce compris les législations en matière de règles de conduite et de protection des données, la législation anti-blanchiment et la réglementation en matière d'abus de marché ;

b) les notions en matière financière, en ce compris une connaissance théorique de base des principaux produits financiers ;

c) les techniques relatives aux services bancaires et aux services d'investissement ;

d) les principes relatifs à l'application des règles de conduite. » ;

b) dans l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 3°, rédigé comme suit :

« 3° une expérience pratique dans le domaine des services bancaires et des services d'investissement, dont la durée est fixée conformément au § 2, et obtenue dans sa totalité au cours de la période de six ans précédant la date d'introduction de la demande auprès de la FSMA. » ;

c) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La FSMA peut préciser les matières à maîtriser dans le cadre des connaissances théoriques, visées à l'alinéa 1^{er}, 2°. La FSMA peut également préciser la structure et le contenu de l'expérience pratique visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, ainsi que les actes pouvant être accomplis, sous la supervision et la responsabilité d'un intermédiaire inscrit ou d'une entreprise réglementée, au cours de la période d'acquisition de l'expérience pratique. La durée de l'expérience pratique est calculée sur une base d'équivalent temps plein. La FSMA peut toutefois préciser des modalités spécifiques de calcul de la durée de l'expérience pratique lorsque celle-ci est acquise par un candidat à plusieurs statuts d'intermédiaire ou à une fonction auprès d'un intermédiaire ou d'une entreprise réglementée cumulant ses activités avec des activités d'intermédiation en crédit, de prêteur, et/ou de distribution d'assurances ou de réassurances, et/ou lorsque cette expérience pratique est acquise auprès d'un intermédiaire ou d'une entreprise réglementée, cumulant plusieurs des activités précitées durant la période d'acquisition de l'expérience pratique. Ces modalités spécifiques tiendront notamment compte de la pertinence de l'expérience pratique acquise. »

2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase introductive de l'alinéa 1^{er}, les mots « les connaissances professionnelles requises » sont remplacés par les mots « la connaissance théorique suffisante et l'expérience pratique »

b) dans l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « de la Communauté française ou de la Communauté flamande » sont remplacés par les mots « de la Communauté française, de la Communauté flamande, ou de la Communauté germanophone » ;

c) dans l'alinéa 1^{er}, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° les candidats qui sont titulaires d'un diplôme de bachelier académique délivré par une université ou par une école supérieure conformément à un décret de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone, d'un diplôme de bachelier professionnel délivré par un établissement d'enseignement supérieur, ou d'un diplôme équivalent délivré avant l'année scolaire 2004-2005, dont le programme de cours comptait au moins 11 crédits se rapportant aux connaissances théoriques visées au

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2 worden de woorden "of de centrale instelling in het geval bedoeld in artikel 5," opgeheven;

3° paragrafen 3 en 4 worden opgeheven.

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 juli 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de bepalingen onder 1° en 2° vervangen als volgt:

"1° het houden van een overeenkomstig een decreet van de Vlaamse, de Franse of de Duitstalige Gemeenschap toegekend getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs dat toegang geeft tot het hoger onderwijs, of van een buitenlands diploma of getuigschrift dat, krachtens de toepasselijke wetgeving of door de bevoegde autoriteit, als gelijkwaardig wordt beschouwd;

2° het bezitten van een voldoende theoretische kennis van de volgende materies:

a) de toepasselijke wetgeving betreffende de bank- en beleggingsdiensten en de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten, met inbegrip van de wetgevingen inzake gedragsregels en gegevensbescherming, de antiwitwaswetgeving en de regelgeving inzake marktmisbruik;

b) de financiële begrippen, waaronder een theoretische basiskennis van de voornaamste financiële producten;

c) de technieken inzake bank- en beleggingsdiensten;

d) de principes voor de toepassing van de gedragsregels;"

b) in het eerste lid wordt een bepaling onder 3° ingevoegd, luidende:

"3° een praktische ervaring inzake bank- en beleggingsdiensten, waarvan de duur wordt bepaald overeenkomstig § 2, en die volledig is opgedaan in de loop van de periode van zes jaar voorafgaand aan de datum van indiening van de aanvraag bij de FSMA.;"

c) het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De FSMA kan verduidelijken welke materies moeten worden beheerst in het kader van de theoretische kennis als bedoeld in het eerste lid, 2°. Verder kan zij de structuur en de inhoud van de in het eerste lid, 3°, bedoelde praktische ervaring bepalen, alsook de handelingen die, onder de supervisie en de verantwoordelijkheid van een ingeschreven tussenpersoon of van een gereguleerde onderneming, kunnen worden verricht tijdens de periode waarin de praktische ervaring wordt opgedaan. De duur van de praktische ervaring wordt op voltijdbasis berekend. De FSMA kan echter specifieke modaliteiten bepalen voor de berekening van de duur van de praktische ervaring wanneer die wordt opgedaan door een kandidaat voor verschillende statuten van tussenpersoon of voor een functie bij een tussenpersoon of een gereguleerde onderneming die zijn/haar activiteiten cumuleert met activiteiten van kredietbemiddeling, van kredietgever en/of van verzekerings- of herverzekeringsdistributie, en/of wanneer die wordt opgedaan bij een tussenpersoon of een gereguleerde onderneming die verschillende van voornoemde activiteiten cumuleert in de periode waarin de praktische ervaring wordt opgedaan. Die specifieke modaliteiten zullen onder meer rekening houden met de pertinentie van de opgedane praktische ervaring."

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin van het eerste lid worden de woorden "de vereiste beroepskennis" vervangen door de woorden "de voldoende theoretische kennis en de praktische ervaring";

b) in het eerste lid, 1°, worden de woorden "van de Vlaamse of de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "van de Vlaamse, de Franse of de Duitstalige Gemeenschap";

c) in het eerste lid wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt:

"2° de kandidaten die houder zijn van een overeenkomstig een decreet van de Vlaamse, de Franse of de Duitstalige Gemeenschap door een universiteit of een hogeschool toegekend diploma van academisch bachelor, van een door een instelling van hoger onderwijs toegekend diploma van professioneel bachelor, of van een daarmee gelijkgesteld diploma toegekend vóór het schooljaar 2004-2005, dat een lessenprogramma omvat van minstens 11 studiepunten theoretische kennis als bedoeld in § 1, 2°, of een equivalent percentage van studiebelasting, en

§ 1^{er}, 2^o, ou un pourcentage équivalent de la charge d'études, et qui justifient d'une expérience pratique d'un an dans le domaine des services bancaires et des services d'investissement; » ;

d) dans l'alinéa 1^{er}, 3^o, les mots « agréé par la FSMA et » sont insérés entre les mots « qui ont réussi un examen » et les mots « organisé par ou en vertu d'un décret », et les mots « destiné à vérifier la possession desdites connaissances » sont remplacés par les mots « couvrant les matières visées au paragraphe 1^{er}, 2^o » ;

e) dans l'alinéa 2, le 1^o est complété par les mots « ainsi que leurs dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation » ;

f) dans l'alinéa 2, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o pour les titulaires d'un diplôme visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o, ou d'un diplôme étranger reconnu comme équivalent en vertu de la législation applicable ou par l'autorité compétente, et dont le programme des cours compte au moins 5 crédits se rapportant aux connaissances théoriques visées au paragraphe 1^{er}, 2^o, ou un pourcentage équivalent de la charge d'études. » ;

g) dans l'alinéa 4, les phrases « L'examen visé à la disposition précitée doit être agréé par la FSMA. La FSMA veille à ce que l'examen concerné réponde aux exigences requises en vertu du présent article et peut retirer son agrément s'il n'est pas satisfait à ces exigences. » sont abrogées ;

h) l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« La FSMA vérifie si les examens couvrent les matières visées au paragraphe 1^{er}, 2^o. » ;

i) le paragraphe 2 est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« La FSMA peut, par voie de règlement, préciser les règles auxquelles cet examen doit satisfaire.

La FSMA peut retirer l'agrément d'un examen si ce dernier ne couvre plus les matières visées au paragraphe 1^{er}, 2^o ou ne satisfait pas aux règles visées à l'alinéa précédent. » ;

3^o l'article est complété par les paragraphes 3 et 4, rédigés comme suit :

« § 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, les personnes qui ont déjà été inscrites au registre des intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement mais qui en ont été omises, ne doivent pas, en cas de demande de réinscription dans les cinq ans de leur omission du registre et quelle que soit la catégorie du registre sur laquelle porte la nouvelle demande, prouver qu'elles satisfont aux exigences en matière de connaissances professionnelles auxquelles elles étaient déjà réputées satisfaire lors de leur précédente inscription.

En outre, en cas de demande de réinscription et quel que soit le délai écoulé depuis leur omission du registre, les personnes précitées ne doivent pas produire une nouvelle fois les certificats visés au paragraphe 1^{er}, 1^o et au paragraphe 2, qu'elles ont déjà transmis à la FSMA lors de leur précédente inscription.

Les dispositions du présent paragraphe sont applicables par analogie aux personnes en contact avec le public qui peuvent démontrer qu'elles ont été actives aux mêmes conditions, ainsi qu'aux dirigeants effectifs des intermédiaires en services bancaires et d'investissement qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation.

Les dérogations prévues au présent paragraphe ne sont pas applicables si l'omission du registre résulte d'une mesure de radiation pour cause de manquement aux exigences en matière de connaissances professionnelles.

§ 4. Les personnes suivantes, qui possèdent les connaissances professionnelles requises jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 visant à l'harmonisation de différents arrêtés royaux relatifs à l'intermédiation dans le secteur financier et des assurances, sont supposés, pour l'exercice de leurs activités et/ou fonctions, remplir les exigences de connaissances professionnelles visées au Chapitre III du présent arrêté, telles que modifiées par l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité :

- les intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité, sont inscrits au registre des intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement,

die een praktische ervaring van een jaar inzake bank- en beleggingsdiensten kunnen bewijzen;» ;

d) in het eerste lid, 3^o, worden de woorden "dat door de FSMA is erkend en" ingevoegd tussen de woorden "die zijn geslaagd voor een examen" en de woorden "dat wordt georganiseerd door of krachtens een decreet", en worden de woorden "dat bedoeld is om te controleren of de betrokkenen over voornoemde kennis beschikken" vervangen door de woorden "dat betrekking heeft op de in paragraaf 1, 2^o, bedoelde materies";

e) in het tweede lid wordt de bepaling onder 1^o aangevuld met de woorden "alsook voor hun effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling";

f) in het tweede lid wordt de bepaling onder 2^o vervangen als volgt:

"2^o voor de houders van een in het eerste lid, 1^o, bedoeld diploma, of van een buitenlands diploma dat, krachtens de toepasselijke wetgeving of door de bevoegde autoriteit, als gelijkwaardig wordt beschouwd, en waarvan het lessenprogramma minstens 5 studiepunten theoretische kennis omvat als bedoeld in paragraaf 1, 2^o, of een equivalent percentage van studiebelasting.";

g) in het vierde lid worden de zinnen "Het in voornoemde bepaling vermelde examen dient door de FSMA te worden erkend. De FSMA ziet erop toe dat het betrokken examen voldoet aan de in dit artikel gestelde vereisten en kan de erkenning intrekken als niet aan die vereisten wordt voldaan." opgeheven;

h) het vijfde lid wordt vervangen als volgt:

"De FSMA gaat na of met de examens naar de kennis van de in paragraaf 1, 2^o, bedoelde materies wordt gepeild.";

i) paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"De FSMA kan, bij reglement, de regels preciseren waaraan dit examen moet voldoen.

De FSMA kan de erkenning van een examen intrekken als dat examen niet langer betrekking heeft op de in paragraaf 1, 2^o, bedoelde materies, of niet aan de in het vorige lid bedoelde regels voldoet.";

3^o het artikel wordt aangevuld met paragrafen 3 en 4, luidende:

"§ 3. In afwijking van paragrafen 1 en 2 moeten de personen die al in het register van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten ingeschreven zijn geweest, maar daar vervolgens uit weggelaten zijn geweest, wanneer zij binnen vijf jaar na hun weglating uit het register verzoeken om opnieuw in dat register te worden ingeschreven en ongeacht de categorie van het register waarop dat nieuwe verzoek betrekking heeft, niet bewijzen dat zij voldoen aan de vereisten inzake beroepskennis waaraan zij bij hun vorige inschrijving al geacht werden te voldoen.

Bovendien moeten voornoemde personen, wanneer zij verzoeken om opnieuw in het register te worden ingeschreven en ongeacht de termijn die sinds hun weglating uit dat register is verstreken, de in paragraaf 1, 1^o, en in paragraaf 2 bedoelde getuigschriften, die zij bij hun vorige inschrijving al aan de FSMA hebben bezorgd, niet opnieuw voorleggen.

De bepalingen van deze paragraaf zijn op overeenkomstige wijze van toepassing op de personen in contact met het publiek die kunnen aantonen dat zij onder dezelfde voorwaarden actief zijn geweest, alsook op de effectieve leiders van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling.

De in deze paragraaf bepaalde afwijkingen zijn niet van toepassing als de weglating uit het register voortvloeit uit een schrappingsmaatregel die op grond van een inbreuk op de vereisten inzake beroepskennis is genomen.

§ 4. De volgende personen, die over de vereiste beroepskennis beschikken op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 12 december 2021 tot harmonisatie van verschillende koninklijke besluiten over de bemiddeling in de financiële en verzekeringssector, worden geacht om, voor de uitoefening van hun werkzaamheid en/of functie, de vereiste beroepskennis te bezitten als bedoeld in Hoofdstuk III van dit besluit, als gewijzigd bij voornoemd koninklijk besluit van 12 december 2021:

- de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten die, op de datum van inwerkingtreding van voornoemd koninklijk besluit van 12 december 2021, in het register van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten zijn ingeschreven,

- les dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation et qui sont en fonction à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité, et,

- les personnes en contact avec le public qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité, s'occupent directement d'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement auprès d'un intermédiaire en services bancaires et d'investissement inscrit dans le registre des intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement, ou sont employés auprès d'une entreprise réglementée. ».

Art. 8. L'article 8 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 21 juillet 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Les dispositions de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o s'appliquent par analogie aux personnes en contact avec le public.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, une personne en contact avec le public qui ne possède pas encore la connaissance théorique requise peut être désignée comme personne en contact avec le public en formation.

Dans l'année qui suit sa première désignation comme personne en contact avec le public en formation, la personne visée à l'alinéa 1^{er} doit posséder la connaissance théorique requise.

Aussi longtemps que la personne en contact avec le public est en formation, elle agit sous la supervision et bénéficie de l'encadrement de l'intermédiaire en services bancaires et d'investissement, d'un de ses dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation ou d'une personne en contact avec le public désignée à cet effet par l'intermédiaire, qui possède la connaissance théorique précisée à l'article 7, § 1^{er}, 2^o, et qui a acquis l'expérience pratique exigée au paragraphe 3.

La personne en contact avec le public en formation qui ne répond pas à la condition prévue à l'alinéa 2 ne peut plus être désignée comme personne en contact avec le public.

§ 3. Les personnes en contact avec le public doivent justifier d'une expérience pratique utile de six mois, dans le domaine des services bancaires et des services d'investissement, acquise respectivement auprès d'une entreprise réglementée ou d'un intermédiaire en services bancaires et d'investissement et obtenue dans sa totalité au cours de la période de six ans précédant la date de leur désignation par l'intermédiaire ou l'entreprise réglementée. La durée de l'expérience pratique est calculée conformément à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si les personnes en contact avec le public ne peuvent pas justifier d'une expérience pratique utile de six mois, elles sont autorisées à l'acquiescer, sous la supervision et en bénéficiant de l'encadrement d'un intermédiaire en services bancaires et d'investissement, d'un de ses dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation ou d'une personne en contact avec le public désignée à cet effet auprès de l'intermédiaire, qui possède la connaissance théorique prévue à l'article 7, § 1^{er}, 2^o, et qui a acquis l'expérience pratique requise à l'alinéa 1^{er}.

La supervision exercée est modulée en fonction des services fournis par la personne en contact avec le public et en fonction des qualifications et de l'expérience pertinentes de la personne en question.

L'expérience acquise en tant que personne en contact avec le public en formation, telle que visée au paragraphe 2 est prise en compte comme expérience pratique utile.

§ 4. Le présent article s'applique aux personnes physiques visées à l'article 27^{ter}, § 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

§ 5. Les intermédiaires en services bancaires et d'investissement ainsi que les entreprises réglementées veillent à ce que les personnes en contact avec le public et les autres personnes physiques visées au paragraphe 4 possèdent les connaissances professionnelles requises."

Art. 9. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 8/1, rédigé comme suit :

« Art. 8/1. § 1^{er}. La connaissance théorique visée à l'article 7, § 1^{er}, 2^o, fait l'objet d'un recyclage régulier, selon les modalités précisées dans le présent article.

§ 2. Les intermédiaires en services bancaires et d'investissement et leurs dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement doivent suivre au moins 15 heures de recyclage par an afin de maintenir leurs connaissances professionnelles à jour et à niveau.

- de effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling, en die in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van voornoemd koninklijk besluit van 12 december 2021, en,

- de personen in contact met het publiek die, op de datum van inwerkingtreding van voornoemd koninklijk besluit van 12 december 2021, rechtstreeks deelnemen aan de werkzaamheid van bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten bij een tussenpersoon in bank- en beleggingsdiensten die in het register van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten is ingeschreven, of bij een gereglementeerde onderneming zijn tewerkgesteld."

Art. 8. Artikel 8 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 juli 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. 8. § 1. Het bepaalde bij artikel 7, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, is op overeenkomstige wijze van toepassing op de personen in contact met het publiek.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 mag een persoon in contact met het publiek die de vereiste theoretische kennis nog niet bezit, als persoon in contact met het publiek in opleiding worden aangesteld.

Binnen het jaar na zijn eerste aanstelling als persoon in contact met het publiek in opleiding moet de in het eerste lid bedoelde persoon de vereiste theoretische kennis bezitten.

Zolang de persoon in contact met het publiek in opleiding is, handelt hij onder het toezicht en binnen de omkadering van de tussenpersoon in bank- en beleggingsdiensten, van een van zijn effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling, of van een daartoe door de tussenpersoon aangewezen persoon in contact met het publiek, die de in artikel 7, § 1, 2^o, bedoelde theoretische kennis bezit, en die de overeenkomstig paragraaf 3 vereiste praktische ervaring heeft verworven.

De persoon in contact met het publiek in opleiding die niet aan de in het tweede lid gestelde voorwaarde beantwoordt, kan niet langer als persoon in contact met het publiek worden aangesteld.

§ 3. De personen in contact met het publiek moeten aantonen dat zij over zes maanden nuttige praktische ervaring inzake bank- en beleggingsdiensten beschikken die zij respectievelijk bij een gereglementeerde onderneming of een tussenpersoon in bank- en beleggingsdiensten hebben opgedaan, en die zij volledig hebben opgedaan in de loop van de periode van zes jaar voorafgaand aan de datum van hun aanstelling door de tussenpersoon of de gereglementeerde onderneming. De duur van de praktische ervaring wordt conform het artikel 7, § 1, tweede lid, berekend.

In afwijking van het eerste lid wordt, indien de personen in contact met het publiek niet kunnen aantonen dat zij over zes maanden nuttige praktische ervaring beschikken, hun toegestaan om deze ervaring op te doen onder het toezicht en binnen de omkadering van een tussenpersoon in bank- en beleggingsdiensten, van een van zijn effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling, of van een persoon in contact met het publiek die daartoe is aangesteld door de tussenpersoon, die over de in artikel 7, § 1, 2^o, bedoelde theoretische kennis beschikt, en die de in het eerste lid vereiste praktische ervaring heeft verworven.

Het uitgeoefende toezicht is afgestemd op de diensten die de persoon in contact met het publiek verleent, en op zijn relevante kwalificaties en ervaring.

De in paragraaf 2 bedoelde ervaring verworven als persoon in contact met het publiek in opleiding wordt als relevante praktische ervaring in aanmerking genomen.

§ 4. Dit artikel is van toepassing op de natuurlijke personen als bedoeld in artikel 27^{ter}, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

§ 5. De tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten en de gereglementeerde ondernemingen zien erop toe dat de personen in contact met het publiek en de andere natuurlijke personen als bedoeld in paragraaf 4 over voldoende beroepskennis beschikken."

Art. 9. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 8/1. § 1. De in artikel 7, § 1, 2^o, bedoelde theoretische kennis maakt het voorwerp uit van een geregelde bijscholing, volgens de nader in dit artikel bepaalde modaliteiten.

§ 2. De tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten en hun effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten, moeten jaarlijks minimum 15 uur bijscholing volgen om hun beroepskennis actueel en op peil te houden.

Pendant les trois premières années suivant leur première inscription comme intermédiaire ou suivant leur première désignation comme dirigeant effectif de facto responsable, le recyclage suivi par les personnes visées à l'alinéa 1^{er} doit être ciblé, pour au moins douze heures par an, sur l'acquisition de connaissances professionnelles relatives aux services bancaires et aux services d'investissement qui sont de facto fournis par leurs soins ou par les personnes en contact avec le public dont ils sont responsables ou assurent la supervision.

§ 3. Le recyclage visé au paragraphe 2 doit être dispensé par des organisateurs de formations agréés par la FSMA, selon les modalités qu'elle détermine. La FSMA peut préciser, par voie de règlement, les exigences en termes d'organisation, de contenu et de qualité auxquelles les organisateurs de formations et le recyclage dispensé par leurs soins doivent satisfaire, ainsi que les modalités de la procédure d'agrément. La FSMA publie une liste des organisateurs de formations agréés sur son site internet.

Sur simple demande de la FSMA, les organisateurs de formations sont tenus de lui fournir tous renseignements et de lui délivrer tous documents qu'elle estime nécessaires pour juger si l'organisateur de formations et les recyclages qu'il propose satisfont au prescrit de l'alinéa 1^{er}. La FSMA peut également procéder à des inspections auprès des organisateurs de formations et prendre connaissance ou copie sur place de toutes les informations en leur possession.

Lorsque la FSMA constate qu'un organisateur de formations ne satisfait pas aux exigences visées à l'alinéa 1^{er}, elle fixe le délai dans lequel il doit être remédié à la situation constatée.

La FSMA peut décider que, durant ce délai, les formations dispensées par l'organisateur de formations concerné n'entrent pas en considération pour l'obligation de recyclage visée au présent article. Dans ce cas, l'organisateur de formations concerné en informe les participants.

Si, au terme du délai qu'elle a imposé conformément à l'alinéa précédent, la FSMA constate qu'il n'a pas été remédié aux manquements, la FSMA radie l'agrément de l'organisateur de formations concerné.

§ 4. Les intermédiaires en services bancaires et d'investissement ainsi que les entreprises réglementées veillent à ce que les personnes en contact avec le public ainsi que les autres personnes physiques visées à l'article 8, § 4 qu'ils emploient suivent au moins quinze heures de recyclage par an afin de maintenir leurs connaissances professionnelles à jour et à niveau.

§ 5. L'obligation de recyclage visée aux paragraphes 2 et 4 prend cours le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit l'inscription de l'intermédiaire ou la désignation de la personne concernée dans une des fonctions visées aux paragraphes 2 et 4. ».

Art. 10. L'article 9 du même arrêté royal est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« L'entreprise d'assurances ou l'entreprise réglementée avise la FSMA lorsque l'engagement de garantie ou le cautionnement fourni ne satisfait plus aux conditions visées à l'alinéa précédent, notamment en cas de cessation ou de réduction du montant de la garantie ou du cautionnement. ».

Art. 11. L'article 10 du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

« Les agents en services bancaires et d'investissement sont dispensés de l'obligation prévue à l'article 9. ».

Art. 12. À l'article 11 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° si l'assurance de responsabilité professionnelle a été souscrite pour une durée déterminée, sa durée ne peut être inférieure à un an, étant entendu que, lorsque le contrat est souscrit en cours d'année, sa première échéance peut être fixée au 31 décembre de la même année, et le contrat contient une clause de reconduction tacite annuelle, sans préjudice de la possibilité de le résilier moyennant le respect d'un délai de préavis d'au minimum trois mois;

si l'assurance de responsabilité professionnelle a été souscrite pour une durée indéterminée, le délai de préavis doit être d'au minimum trois mois. » ;

Gedurende de eerste drie jaar die volgen op hun eerste inschrijving als tussenpersoon of op hun eerste aanstelling als de facto verantwoordelijke effectief leider moet de bijscholing van de in het eerste lid bedoelde personen voor minimum 12 uur per jaar zijn gericht op het verwerven van beroepskennis inzake de bank- en beleggingsdiensten die de facto worden verleend door hen of door de personen in contact met het publiek voor wie zij verantwoordelijk zijn of op wie zij het toezicht uitoefenen.

§ 3. De in paragraaf 2 bedoelde bijscholing moet worden gegeven door opleidingsverstrekkers die door de FSMA zijn erkend, volgens de door haar bepaalde modaliteiten. De FSMA kan bij reglement nader bepalen aan welke organisatorische, inhoudelijke en kwalitatieve vereisten de opleidingsverstrekkers en de door hen verstrekte bijscholing moeten voldoen, alsook de modaliteiten van de erkenningsprocedure. De FSMA publiceert een lijst van de erkende opleidingsverstrekkers op haar website.

Als de FSMA daarom verzoekt, moeten de opleidingsverstrekkers haar alle inlichtingen en documenten bezorgen die zij nodig acht om te beoordelen of de opleidingsverstrekker en de door hem aangeboden bijscholingen aan het bepaalde bij het eerste lid voldoen. De FSMA kan bij de opleidingsverstrekkers ook inspecties verrichten, enter plaatse kennismaken of een kopie maken van alle gegevens in hun bezit.

Wanneer de FSMA vaststelt dat een opleidingsvertekker niet aan de in het eerste lid bedoelde vereisten voldoet, stelt zij de termijn vast waarbinnen deze toestand moet worden verholpen.

De FSMA kan beslissen dat de opleidingen die de betrokken opleidingsverstrekker in die termijn verstrekt, niet in aanmerking komen voor de in dit artikel bedoelde verplichting tot bijscholing. In dat geval brengt de opleidingsverstrekker de deelnemers daarvan op de hoogte.

Indien de FSMA, na afloop van de termijn die zij conform het vorige lid heeft opgelegd, vaststelt dat de tekortkomingen niet zijn verholpen, schrapt zij de erkenning van de betrokken opleidingsverstrekker.

§ 4. De tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten alsook de gereguleerde ondernemingen zien erop toe dat de personen in contact met het publiek alsook de andere natuurlijke personen als bedoeld in artikel 8, § 4, jaarlijks minimum 15 uur bijscholing volgen om hun beroepskennis actueel en op peil te houden.

§ 5. De in paragrafen 2 en 4 bedoelde verplichting tot bijscholing vangt aan op 1 januari van het kalenderjaar dat volgt op de inschrijving van de tussenpersoon of de aanstelling van de betrokken persoon in één van de in paragrafen 2 en 4 bedoelde functies.".

Art. 10. Artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De verzekeringsonderneming of de gereguleerde onderneming stelt de FSMA ervan op de hoogte als de waarborg- of borgstellingverbintenis niet meer voldoet aan de in het vorige lid bedoelde voorwaarden, met name bij de beëindiging van de waarborg- of borgstellingverbintenis of de verlaging van het bedrag van de waarborg of de borgstelling.".

Art. 11. Artikel 10 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt:

"De agenten in bank- en beleggingsdiensten zijn vrijgesteld van de in artikel 9 bedoelde verplichting.".

Art. 12. In artikel 11 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de bepaling onder 4° vervangen als volgt:

"4° ingeval de beroepsaansprakelijkheids-verzekering een bepaalde looptijd heeft, mag haar duurtijd niet korter zijn dan één jaar, met dien verstande dat, wanneer de overeenkomst in de loop van een kalenderjaar wordt onderschreven, de eerste vervaldag ervan kan worden vastgesteld op 31 december van dat jaar, op voorwaarde dat de overeenkomst een clausule van jaarlijkse stilzwijgende verlenging bevat, onverminderd de mogelijkheid tot opzegging mits naleving van een opzegtermijn van minimum drie maanden;

ingeval de beroepsaansprakelijkheids-verzekering een onbepaalde looptijd heeft, moet de opzegtermijn minimum drie maanden bedragen.";

2° l'alinéa 2 est complété par le 5°, rédigé comme suit :

« 5° le contrat d'assurance contient une disposition qui oblige l'entreprise d'assurances, lorsque la responsabilité professionnelle de l'intermédiaire n'est plus assurée, d'en aviser la FSMA. » ;

3° l'article est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« À la requête de la FSMA, l'intermédiaire en services bancaires et d'investissement est tenu de lui communiquer une copie du contrat d'assurance.

Lorsque sa responsabilité professionnelle n'est plus assurée, l'intermédiaire en services bancaires et d'investissement en avise immédiatement la FSMA. ».

Art. 13. L'article 12 du même arrêté royal est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté royal du 29 octobre 2015 portant exécution du Titre 4, Chapitre 4, du Livre VII du Code de droit économique*

Art. 14. Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 29 octobre 2015 portant exécution du Titre 4, Chapitre 4, du Livre VII du Code de droit économique, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 13 mai 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, la phrase « La FSMA peut prévoir l'obligation d'introduire la demande et le dossier, en tout ou en partie, par voie électronique. » est remplacée comme suit :

« La demande et le dossier d'agrément sont transmis à la FSMA par voie électronique. » ;

2° l'article est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Toute modification de la demande d'agrément ou des données ou documents visées à l'article 4, ou mise à jour ultérieure de ces données ou documents doit être communiquée à la FSMA dans la forme et selon les modalités visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 15. Dans les articles 4, alinéa 1^{er}, 14°, 7, alinéa 1^{er}, 7°, 8, 6°, et 9, 4°, du même arrêté royal, les mots « leur aptitude et leur honorabilité professionnelles » sont chaque fois remplacés par les mots « leur expertise adéquate et leur honorabilité professionnelle ».

Art. 16. Dans l'article 4, alinéa 1^{er} du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 13 mai 2017, le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° les données d'identification de la ou des personnes responsables visées à l'article 9, § 2, de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, ainsi que de la personne responsable, au plus haut niveau, pour veiller à la mise en œuvre et au respect des dispositions de la loi précitée, conformément à son article 9, § 1^{er}. ».

Art. 17. Dans l'article 5 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, la phrase « La FSMA peut prévoir l'obligation d'introduire la demande et le dossier, en tout ou en partie, par voie électronique. » est remplacée comme suit :

« La demande et le dossier d'inscription sont transmis à la FSMA par voie électronique. » ;

2° dans l'alinéa 3, les mots « ou par la personne qu'elle a mandatée à cet effet et qui agit sous sa responsabilité » sont insérés entre les mots « l'inscription » et les mots « ou, lorsque le demandeur » ;

3° l'article est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Toute modification de la demande d'inscription ou des données ou documents visés aux articles 6 à 9, ou mises à jour ultérieures de ces données ou documents doit être communiquée à la FSMA dans la forme et selon les modalités visées à l'alinéa 1^{er}. ».

2° het tweede lid wordt aangevuld met een bepaling onder 5°, luidende:

“5° de verzekeringsovereenkomst bevat een bepaling die de verzekeringsonderneming de verplichting oplegt om de FSMA in kennis te stellen wanneer de beroepsaansprakelijkheid van de tussenpersoon niet langer verzekerd is.”;

3° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“Op verzoek van de FSMA is de tussenpersoon in bank- en beleggingsdiensten verplicht haar een afschrift van de verzekeringsovereenkomst te bezorgen.

Wanneer zijn beroepsaansprakelijkheid niet langer verzekerd is, moet de tussenpersoon in bank- en beleggingsdiensten de FSMA daarvan onmiddellijk op de hoogte stellen.”.

Art. 13. Artikel 12 van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 29 oktober 2015 tot uitvoering van Titel 4, Hoofdstuk 4 van Boek VII van het Wetboek van economisch recht*

Art. 14. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2015 tot uitvoering van Titel 4, Hoofdstuk 4 van Boek VII van het Wetboek van economisch recht, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 mei 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de zin “De FSMA kan voorzien dat de aanvraag en het dossier geheel of gedeeltelijk langs elektronische weg moeten worden ingediend.” vervangen als volgt:

“De vergunningsaanvraag en het vergunningsdossier worden langs elektronische weg bij de FSMA ingediend.”;

2° het artikel wordt aangevuld door een lid, luidende:

“Elke wijziging van de vergunningsaanvraag of van de in het artikel 4 bedoelde gegevens of documenten, of elke verdere actualisering van deze gegevens of documenten moet aan de FSMA worden meegedeeld in de vorm en volgens de modaliteiten als bedoeld in het eerste lid.”.

Art. 15. In de artikelen 4, eerste lid, 14°, 7, eerste lid, 7°, 8, 6°, en 9, 4°, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden “hun geschiktheid en professionele betrouwbaarheid” telkens vervangen door de woorden “hun passende deskundigheid en vereiste professionele betrouwbaarheid”.

Art. 16. In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 mei 2017, wordt de bepaling onder 10° vervangen als volgt:

“10° de identificatiegegevens van de verantwoordelijke persoon of personen als bedoeld in artikel 9, § 2, van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, alsook van de op het hoogste niveau verantwoordelijke persoon om te waken over de toepassing en de naleving van de bepalingen van voornoemde wet als bedoeld in artikel 9, § 1, van die wet.”.

Art. 17. In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de zin “De FSMA kan voorzien dat de aanvraag en het dossier geheel of gedeeltelijk langs elektronische weg moeten worden ingediend.” vervangen als volgt:

“De inschrijvingsaanvraag en het inschrijvingsdossier worden langs elektronische weg bij de FSMA ingediend.”;

2° in het derde lid worden de woorden “of door de persoon die daartoe door hem gemachtigd is en daarbij onder zijn verantwoordelijkheid handelt” ingevoegd tussen de woorden “de inschrijving vraagt” en de woorden “of, wanneer de aanvrager”;

3° het artikel wordt aangevuld door een lid, luidende:

“Elke wijziging van de inschrijvingsaanvraag of van de in de artikelen 6 tot 9 bedoelde gegevens of documenten, of elke verdere actualisering van deze gegevens of documenten moet aan de FSMA worden meegedeeld in de vorm en volgens de modaliteiten als bedoeld in het eerste lid.”.

Art. 18. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, 3^o, du même arrêté royal, les mots « son aptitude et son honorabilité professionnelles » sont remplacés par les mots « son expertise adéquate et son honorabilité professionnelle ».

Art. 19. L'article 10 du même arrêté royal est abrogé.

Art. 20. L'article 11 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 avril 2017, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque sa responsabilité professionnelle n'est plus assurée, le prêteur ou l'intermédiaire en avise directement la FSMA. ».

Art. 21. Dans l'article 12 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 avril 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées:

a) l'alinéa 1^{er}, 3^o est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, la durée de l'expérience pratique requise est de 2 ans pour les courtiers et les responsables de la distribution qui bénéficient de l'application du paragraphe 3, 1^o et qui sont titulaires d'un diplôme de master qui ne compte pas au moins 5 crédits se rapportant aux connaissances théoriques visées au 2^o ou un pourcentage équivalent de la charge d'études. » ;

b) l'alinéa 1^{er}, 4^o est complété par la phrase suivante : « Toutefois, la durée de l'expérience pratique requise est d'un an pour les agents liés et les responsables de la distribution qui bénéficient de l'application du paragraphe 3, 1^o et qui sont titulaires d'un diplôme de master qui ne compte pas au moins 5 crédits se rapportant aux connaissances théoriques visées au 2^o ou un pourcentage équivalent de la charge d'études » ;

c) L'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La FSMA peut préciser la structure et le contenu de l'expérience pratique visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, du présent paragraphe, ainsi que les actes pouvant être accomplis, sous la supervision et la responsabilité d'un intermédiaire inscrit ou d'un prêteur, au cours de la période d'acquisition de l'expérience pratique. La durée de l'expérience pratique est calculée sur une base d'équivalent temps plein. La FSMA peut toutefois préciser des modalités spécifiques de calcul de la durée de l'expérience pratique lorsque celle-ci est acquise par un candidat à plusieurs statuts d'intermédiaire ou à une fonction auprès d'un intermédiaire ou d'un prêteur, cumulant ses activités avec des activités en matière de services bancaires ou de services d'investissement et/ou de distribution d'assurances ou de réassurances, et/ou lorsque cette expérience pratique est acquise auprès d'un intermédiaire ou d'un prêteur, cumulant plusieurs des activités précitées durant la période d'acquisition de l'expérience pratique. Ces modalités spécifiques tiendront notamment compte de la pertinence de l'expérience pratique acquise. » ;

d) Le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les membres de l'organe légal d'administration qui n'exercent pas la fonction de dirigeant effectif et les personnes chargées de la direction effective qui de facto n'assument pas la responsabilité de l'activité d'intermédiation en crédit hypothécaire ni n'en exercent le contrôle, doivent, en matière de connaissances professionnelles, posséder une connaissance de base des matières visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o. Cette connaissance de base ne doit pas faire l'objet d'un recyclage visé à l'article 12/2. » ;

2^o les paragraphes 2 à 4 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, la preuve des connaissances théoriques requises visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, est fournie par la réussite d'un ou plusieurs examens agréés par la FSMA, et qui sont organisés par ou en vertu d'un décret, par une association professionnelle, ou par un prêteur et couvrant les matières visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

Les organisateurs d'examens communiquent à la FSMA le contenu et les modalités de l'examen qu'ils organisent conformément à l'alinéa précédent. La FSMA vérifie si les examens qu'ils organisent couvrent les matières visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

Art. 18. In artikel 7, eerste lid, 3^o, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "hun geschiktheid en professionele betrouwbaarheid" vervangen door de woorden "hun passende deskundigheid en vereiste professionele betrouwbaarheid".

Art. 19. Artikel 10 van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 11 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 2017, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Wanneer zijn beroepsaansprakelijkheid niet langer verzekerd is, moet de kredietgever of de tussenpersoon de FSMA daarvan onmiddellijk op de hoogte stellen."

Art. 21. In artikel 12 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid, 3^o, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De duur van de vereiste praktische ervaring bedraagt echter 2 jaar voor de makelaars en de verantwoordelijken voor de distributie op wie paragraaf 3, 1^o, van toepassing is, en die houder zijn van een masterdiploma dat niet minstens 5 studiepunten theoretische kennis als bedoeld in de bepaling onder 2^o omvat, of een equivalent percentage van studiebelasting."

b) het eerste lid, 4^o, wordt aangevuld met de volgende zin: "De duur van de vereiste praktische ervaring bedraagt één jaar voor de verbonden agenten en de verantwoordelijken voor de distributie op wie paragraaf 3, 1^o, van toepassing is, en die houder zijn van een masterdiploma dat niet minstens 5 studiepunten theoretische kennis als bedoeld in de bepaling onder 2^o omvat, of een equivalent percentage van studiebelasting."

c) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"De FSMA kan de structuur en de inhoud van de praktische ervaring bedoeld in het eerste lid, 3^o en 4^o van deze paragraaf, nader bepalen, alsook welke handelingen onder toezicht en verantwoordelijkheid van een ingeschreven tussenpersoon of van een kredietgever kunnen verricht worden tijdens de periode waarin de praktische ervaring wordt opgedaan. De duur van de praktische ervaring wordt op voltijdbasis berekend. De FSMA kan echter specifieke modaliteiten bepalen voor de berekening van de duur van de praktische ervaring wanneer die wordt opgedaan door een kandidaat voor verschillende statuten van tussenpersoon of voor een functie bij een tussenpersoon of een kredietgever die zijn activiteiten cumuleert met activiteiten in verband met bank- of beleggingsdiensten, en/of de verzekerings- of herverzekeringsdistributie, en/of wanneer die wordt opgedaan bij een tussenpersoon of een kredietgever die verschillende van voornoemde activiteiten cumuleert tijdens de periode waarin de praktische ervaring wordt opgedaan. Die specifieke modaliteiten zullen onder meer rekening houden met de relevantie van de opgedane praktische ervaring."

d) paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De leden van het wettelijk bestuursorgaan die geen functie als effectieve leider uitoefenen, en de personen die met de effectieve leiding zijn belast, maar die de facto noch verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling in hypothecair krediet, noch hierop toezicht uitoefenen, moeten, inzake beroepskennis, over een basiskennis van de in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, bedoelde materies beschikken. Die basiskennis vereist geen bijscholing als bedoeld in artikel 12/2."

2^o paragrafen 2 tot 4 worden vervangen als volgt:

"§ 2. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 3, wordt het bewijs van de vereiste theoretische kennis als bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, geleverd door het slagen voor een of meer examens die door de FSMA zijn erkend, die door of krachtens een decreet, door een beroepsvereniging of door een kredietgever worden georganiseerd, en die betrekking hebben op de in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, bedoelde materies.

De examenorganisatoren delen aan de FSMA de inhoud en de regels mee voor het examen dat zij conform het vorige lid organiseren. De FSMA gaat na of de examens die zij organiseren, naar de kennis van de in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, bedoelde materies peilen.

La FSMA peut, par voie de règlement, préciser les règles auxquelles cet examen doit satisfaire.

La FSMA peut retirer son agrément si un examen ne couvre plus les matières visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o ou ne satisfait pas aux règles visées à l'alinéa précédent.

Pour les personnes visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, la preuve de la connaissance de base peut être fournie par un certificat de l'enseignement secondaire supérieur délivré conformément à un décret de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone ou par un diplôme étranger considéré, en vertu de la législation applicable ou par l'autorité compétente, comme équivalent ou par la réussite d'un examen tel que prévu à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Sont supposés posséder la connaissance théorique visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, les titulaires de l'un des certificats suivants :

1^o un diplôme de master délivré par une université ou par une école supérieure conformément à un décret de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone, ou un diplôme équivalent délivré avant l'année académique 2004-2005 ;

2^o un diplôme de bachelier académique délivré par une université ou par une école supérieure conformément à un décret de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone, un diplôme de bachelier professionnel délivré par un établissement d'enseignement supérieur, ou un diplôme équivalent délivré avant l'année scolaire 2004-2005, diplôme dont le programme de cours compte au moins 11 crédits se rapportant aux connaissances théoriques visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ou un pourcentage équivalent de la charge d'études ;

3^o un diplôme étranger reconnu, en vertu de la législation applicable ou par l'autorité compétente, comme équivalent à l'un des diplômes visés au 1^o ou 2^o.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, les personnes qui ont déjà été inscrites au registre des intermédiaires en crédit hypothécaire mais qui en ont été omises, ne doivent pas, en cas de demande de réinscription dans les cinq ans de leur omission du registre et quelle que soit la catégorie du registre sur laquelle porte la nouvelle demande, prouver qu'elles satisfont aux exigences en matière de connaissances professionnelles auxquelles elles étaient déjà réputées satisfaire lors de leur précédente inscription.

En outre, en cas de demande de réinscription et quel que soit le délai écoulé depuis leur omission du registre, les personnes précitées ne doivent pas produire une nouvelle fois les certificats visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et au paragraphe 3, qu'elles ont déjà transmis à la FSMA lors de leur précédente inscription.

Les dispositions du présent paragraphe sont applicables par analogie aux personnes qui ont été désignées comme responsables de la distribution et aux personnes en contact avec le public qui peuvent démontrer qu'elles ont été actives aux mêmes conditions, ainsi qu'aux dirigeants effectifs des intermédiaires en crédit hypothécaire qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation et aux personnes visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 3.

Les dérogations prévues au présent paragraphe ne sont pas applicables si l'omission du registre résulte d'une mesure de radiation pour cause de manquement aux exigences en matière de connaissances professionnelles.

§ 5. Les personnes suivantes, qui possèdent les connaissances professionnelles requises jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 visant à l'harmonisation de différents arrêtés royaux relatifs à l'intermédiation dans le secteur financier et des assurances, sont supposés, pour l'exercice de leurs activités et/ou fonctions, remplir les exigences de connaissances professionnelles visées au Chapitre V du présent arrêté, telles que modifiées par l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité :

- les intermédiaires en crédit hypothécaire, qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité, sont inscrits au registre des intermédiaires en crédit hypothécaire,

De FSMA kan, bij reglement, de regels preciseren waaraan dit examen moet voldoen.

De FSMA kan de erkenning intrekken als een examen niet langer naar de kennis van de in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, bedoelde materies peilt, of niet aan de in het vorige lid bedoelde regels voldoet.

De in paragraaf 1, derde lid, bedoelde personen kunnen bewijzen dat zij over de basiskennis beschikken, aan de hand van een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs dat hun overeenkomstig een decreet van de Vlaamse, de Franse of de Duitstalige Gemeenschap is toegekend, of aan de hand van een buitenlands diploma dat, krachtens de toepasselijke wetgeving of door de bevoegde autoriteit, als gelijkwaardig wordt beschouwd, of door het slagen voor het in het eerste lid bedoelde examen.

§ 3. De houders van een van de volgende getuigschriften worden geacht de vereiste theoretische kennis als bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, te bezitten:

1^o een overeenkomstig een decreet van de Vlaamse, de Franse of de Duitstalige Gemeenschap door een universiteit of een hogeschool toegekend masterdiploma of een daarmee gelijkgesteld diploma toegekend vóór het academiejaar 2004-2005;

2^o een overeenkomstig een decreet van de Vlaamse, de Franse of de Duitstalige Gemeenschap door een universiteit of een hogeschool toegekend diploma van academisch bachelor, een door een instelling van hoger onderwijs toegekend diploma van professioneel bachelor of een daarmee gelijkgesteld diploma toegekend vóór het schooljaar 2004-2005, dat een lessenprogramma omvat van minstens 11 studiepunten theoretische kennis als bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, of een equivalent percentage van studiebelasting;

3^o een buitenlands diploma dat, krachtens de toepasselijke wetgeving of door de bevoegde autoriteit, als gelijkwaardig wordt beschouwd met één van de diploma's als bedoeld in de bepalingen onder 1^o of 2^o.

§ 4. In afwijking van paragrafen 2 en 3 moeten de personen die al in het register van de bemiddelaars inzake hypothecair krediet ingeschreven zijn geweest, maar daar vervolgens uit weggelaten zijn geweest, wanneer zij binnen vijf jaar na hun weglating uit het register verzoeken om opnieuw in dat register te worden ingeschreven, en ongeacht de categorie van het register waarop dat nieuwe verzoek betrekking heeft, niet bewijzen dat zij voldoen aan de vereisten inzake beroepskennis waaraan zij bij hun vorige inschrijving al geacht werden te voldoen.

Bovendien moeten voornoemde personen, wanneer zij verzoeken om opnieuw in het register te worden ingeschreven en ongeacht de termijn die sinds hun weglating uit dat register is verstreken, de in paragraaf 1, eerste lid, 1^o, en in paragraaf 3 bedoelde getuigschriften, die zij bij hun vorige inschrijving al aan de FSMA hebben bezorgd, niet opnieuw voorleggen.

De bepalingen van deze paragraaf zijn op overeenkomstige wijze van toepassing op de personen die als verantwoordelijken voor de distributie zijn aangewezen, en op de personen in contact met het publiek die kunnen aantonen dat zij onder dezelfde voorwaarden actief zijn geweest, alsook op de effectieve leiders van de bemiddelaars inzake hypothecair krediet die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling, en op de in paragraaf 1, derde lid, bedoelde personen.

De in deze paragraaf bepaalde afwijkingen zijn niet van toepassing als de weglating uit het register voortvloeit uit een schrappingsmaatregel die op grond van een inbreuk op de vereisten inzake beroepskennis is genomen.

§ 5. De volgende personen, die over de vereiste beroepskennis beschikken op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 12 december 2021 tot harmonisatie van verschillende koninklijke besluiten over de bemiddeling in de financiële en verzekeringssector, worden geacht om, voor de uitoefening van hun werkzaamheid en/of functie, de vereiste beroepskennis te bezitten als bedoeld in Hoofdstuk V van dit besluit, als gewijzigd bij voornoemd koninklijk besluit van 12 december 2021:

- de bemiddelaars inzake hypothecair krediet die, op de datum van inwerkingtreding van voornoemd koninklijk besluit van 12 december 2021, in het register van de bemiddelaars inzake hypothecair krediet zijn ingeschreven,

- les responsables de la distribution et dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation et qui sont en fonction à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité, et,

- les personnes en contact avec le public qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité, s'occupent directement d'intermédiation en crédit hypothécaire auprès d'un intermédiaire de crédit inscrit dans le registre des intermédiaires en crédit hypothécaire, ou sont employés auprès d'un prêteur. ».

Art. 22. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 12/1, rédigé comme suit :

« Art. 12/1. § 1^{er}. Les personnes en contact avec le public, telles que visées à l'article VII. 181, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du CDE doivent, en matière de connaissances professionnelles, répondre aux exigences prévues à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

Par dérogation à l'alinéa précédent, une personne en contact avec le public qui ne possède pas encore la connaissance théorique requise peut être désignée comme personne en contact avec le public en formation.

Dans l'année qui suit sa première désignation comme personne en contact avec le public en formation, la personne visée à l'alinéa 2 doit posséder la connaissance théorique requise.

Aussi longtemps que la personne en contact avec le public est en formation, elle agit sous la supervision et bénéficie de l'encadrement de l'intermédiaire en crédit hypothécaire, d'un responsable de la distribution désigné à cet effet auprès de l'intermédiaire, ou d'une personne en contact avec le public désignée à cet effet par l'intermédiaire, qui possède la connaissance théorique requise visée à l'alinéa 1^{er} et qui a acquis l'expérience pratique exigée au paragraphe 2.

La personne en contact avec le public en formation qui ne répond pas à la condition prévue à l'alinéa 3 ne peut plus être désignée comme personne en contact avec le public.

§ 2. Les personnes en contact avec le public doivent justifier d'une expérience pratique utile de six mois et obtenue dans sa totalité au cours de la période de six ans précédant la date de leur désignation par l'intermédiaire. La durée de l'expérience pratique est calculée conformément à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si les personnes en contact avec le public ne peuvent pas justifier d'une expérience pratique utile de six mois, elles sont autorisées à l'acquérir, sous la supervision et en bénéficiant de l'encadrement d'un intermédiaire en crédit hypothécaire, d'un responsable de la distribution désigné à cet effet auprès de l'intermédiaire ou d'une personne en contact avec le public désignée à cet effet auprès de l'intermédiaire, qui possède la connaissance théorique visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et qui a acquis l'expérience pratique visée à l'alinéa précédent.

La supervision exercée est modulée en fonction des services fournis par la personne en contact avec le public et en fonction des qualifications et de l'expérience pertinentes de la personne en question.

L'expérience acquise en tant que personne en contact avec le public en formation, telle que visée à l'alinéa 2, est prise en compte comme expérience pratique utile.

§ 3. Les intermédiaires en crédit hypothécaire et les prêteurs qui exercent l'activité d'intermédiaire en crédit hypothécaire veillent à ce que les personnes en contact avec le public possèdent les connaissances professionnelles requises. ».

Art. 23. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 12/2, rédigé comme suit : »

« Art. 12/2. § 1^{er}. La connaissance théorique visée à l'article 12 font l'objet d'un recyclage régulier, selon les modalités précisées dans le présent article.

§ 2. Les personnes visées à l'article 12, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, doivent suivre au moins 3 heures de recyclage par an afin de maintenir leurs connaissances professionnelles à jour et à niveau.

- de verantwoordelijken voor de distributie en effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling, en die in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van voornoemd koninklijk besluit van 12 december 2021, en,

- de personen in contact met het publiek die, op de datum van inwerkingtreding van voornoemd koninklijk besluit van 12 december 2021, rechtstreeks deelnemen aan de werkzaamheid van bemiddeling inzake hypothecair krediet bij een kredietbemiddelaar die in het register van de bemiddelaars inzake hypothecair krediet is ingeschreven, of bij een kredietgever zijn tewerkgesteld. ».

Art. 22. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 12/1. § 1. De in artikel VII. 181, § 1, eerste lid, 1^o, van het WER bedoelde personen in contact met het publiek moeten, inzake beroeps-kennis, voldoen aan het bepaalde bij artikel 12, § 1, eerste lid, 2^o.

In afwijking van het vorige lid mag een persoon in contact met het publiek die de vereiste theoretische kennis nog niet bezit, als persoon in contact met het publiek in opleiding worden aangesteld.

Binnen het jaar na zijn eerste aanstelling als persoon in contact met het publiek in opleiding moet de in het tweede lid bedoelde persoon de vereiste theoretische kennis bezitten.

Zolang de persoon in contact met het publiek in opleiding is, handelt hij onder het toezicht en binnen de omkadering van de bemiddelaar inzake hypothecair krediet, van een daartoe bij de bemiddelaar aangewezen verantwoordelijke voor de distributie, of van een daartoe door de bemiddelaar aangewezen persoon in contact met het publiek die de in het eerste lid bedoelde theoretische kennis bezit, en die de overeenkomstig paragraaf 2 vereiste ervaring heeft verworven.

De persoon in contact met het publiek in opleiding die niet aan de in het derde lid gestelde voorwaarde beantwoordt, kan niet langer als persoon in contact met het publiek worden aangesteld.

§ 2. De personen in contact met het publiek moeten aantonen dat zij over zes maanden nuttige praktische ervaring beschikken die zij volledig hebben opgedaan in de loop van de periode van zes jaar voorafgaand aan de datum van hun aanstelling door de bemiddelaar. De duur van de praktische ervaring wordt overeenkomstig het artikel 12, § 1, tweede lid, berekend.

Indien de personen in contact met het publiek niet kunnen aantonen dat zij over zes maanden nuttige praktische ervaring beschikken, wordt hun, in afwijking van het vorige lid, toegestaan om deze ervaring op te doen onder het toezicht en binnen de omkadering van een bemiddelaar inzake hypothecair krediet, van een daartoe bij de bemiddelaar aangewezen verantwoordelijke voor de distributie, of van een persoon in contact met het publiek die daartoe door de bemiddelaar is aangesteld, die over de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde theoretische kennis beschikt, en die de in het vorige lid vereiste praktische ervaring heeft verworven.

Het uitgeoefende toezicht is afgestemd op de diensten die de persoon in contact met het publiek verleent, en op zijn relevante kwalificaties en ervaring.

De in tweede lid bedoelde ervaring verworven als persoon in contact met het publiek in opleiding wordt als relevante praktische ervaring in aanmerking genomen.

§ 3. De bemiddelaars inzake hypothecair krediet en de kredietgevers die de werkzaamheid van bemiddelaar inzake hypothecair krediet uitoefenen, zien erop toe dat dat de personen in contact met het publiek over voldoende beroeps-kennis beschikken. ».

Art. 23. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 12/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 12/2. § 1. De in artikel 12 bedoelde theoretische kennis maakt het voorwerp uit van een geregelde bijscholing, volgens de nader in dit artikel bepaalde modaliteiten.

§ 2. De in artikel 12, paragraaf 1, eerste lid, bedoelde personen moeten jaarlijks minimum 3 uur bijscholing volgen om hun beroeps-kennis actueel en op peil te houden.

§ 3. Le recyclage visé au paragraphe 2 doit être dispensé par des organisateurs de formations qui sont agréés par la FSMA, selon les modalités qu'elle détermine. La FSMA peut préciser, par voie de règlement, les exigences en termes d'organisation, de contenu et de qualité auxquelles les organisateurs de formations et le recyclage dispensé par leurs soins doivent satisfaire, ainsi que les modalités de la procédure d'agrément. La FSMA publie une liste des organisateurs de formations agréés par la FSMA sur son site internet.

Sur simple demande de la FSMA, les organisateurs de formations sont tenus de lui fournir tous renseignements et de lui délivrer tous documents qu'elle estime nécessaires pour juger si l'organisateur de formations et les recyclages qu'il propose satisfont au prescrit de l'alinéa 1^{er}. La FSMA peut également procéder à des inspections auprès des organisateurs de formations et prendre connaissance ou copie sur place de toutes les informations en leur possession.

Lorsque la FSMA constate qu'un organisateur de formations ne satisfait pas aux exigences visées à l'alinéa 1^{er}, elle fixe le délai dans lequel il doit être remédié à la situation constatée.

La FSMA peut décider que, durant ce délai, les formations dispensées par l'organisateur de formations concerné n'entrent pas en considération pour l'obligation de recyclage visée au présent article. Dans ce cas, l'organisateur de formations concerné en informe les participants.

Si, au terme du délai qu'elle a imposé conformément à l'alinéa précédent, la FSMA constate qu'il n'a pas été remédié aux manquements, la FSMA radie l'agrément de l'organisateur de formations concerné.

§ 4. Les intermédiaires en crédit hypothécaire et les prêteurs qui exercent l'activité d'intermédiaire en crédit hypothécaire veillent à ce que les personnes en contact avec le public qu'ils emploient suivent au moins trois heures de recyclage par an afin de maintenir leurs connaissances professionnelles à jour et à niveau.

§ 5. L'obligation de recyclage visée aux paragraphes 2 et 4 prend cours le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit l'inscription de l'intermédiaire ou la désignation de la personne concernée dans une des fonctions visées aux paragraphes 2 et 4. ».

Art. 24. Dans l'article 13, alinéa 1^{er} du même arrêté royal, les mots « Les dispositions de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, et § 4 » sont remplacés par les mots « Les dispositions de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, §§ 2 à 4 et de l'article 12/2 » et les mots « du CDE, et les dispositions de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et § 4 » sont remplacés par les mots « du CDE, et les dispositions des articles 12/1 et 12/2 ».

Art. 25. Dans l'article 14, alinéa 1^{er} du même arrêté royal, les mots « La disposition prévue à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, s'applique » sont remplacés par les mots « Les dispositions prévues à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et §§ 2 à 4 s'appliquent » et les mots « , ainsi qu'aux personnes en contact avec le public » sont remplacés par les mots « . L'article 12/1, §§ 1^{er} et 3 s'applique également aux personnes en contact avec le public ».

Art. 26. Dans l'article 15 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 avril 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le 3^o est complété par la phrase suivante : « Toutefois, la durée de l'expérience pratique requise est de 2 ans pour les courtiers et les responsables de la distribution qui bénéficient de l'application du paragraphe 6, 1^o et qui sont titulaires d'un diplôme de master qui ne compte pas au moins 5 crédits se rapportant aux connaissances théoriques visées au 2^o, ou un pourcentage équivalent de la charge d'études. » ;

b) dans l'alinéa 1^{er}, le 4^o est complété par la phrase suivante : « Toutefois, la durée de l'expérience pratique requise est d'un an pour les agents liés et les responsables de la distribution qui bénéficient de l'application du paragraphe 6, 1^o et qui sont titulaires d'un diplôme de master qui ne compte pas au moins 5 crédits se rapportant aux connaissances théoriques visées au 2^o ou un pourcentage équivalent de la charge d'études. » ;

§ 3. De in paragraaf 2 bedoelde bijscholing moet worden gegeven door opleidingsverstrekkers die door de FSMA zijn erkend, volgens de door haar bepaalde modaliteiten. De FSMA kan, bij reglement, nader bepalen aan welke organisatorische, inhoudelijke en kwalitatieve vereisten de opleidingsverstrekkers en de door hen verstrekte bijscholing moeten voldoen, alsook de modaliteiten van de erkenningsprocedure. De FSMA publiceert een lijst van de door haar erkende opleidingsverstrekkers op haar website.

Als de FSMA daarom verzoekt, moeten de opleidingsverstrekkers haar alle inlichtingen en documenten bezorgen die zij nodig acht om te beoordelen of de opleidingsverstrekker en de door hem aangeboden bijscholingen aan het bepaalde bij het eerste lid voldoen. De FSMA kan bij de opleidingsverstrekkers ook inspecties verrichten, en ter plaatse kennisnemen of een kopie maken van alle gegevens in hun bezit.

Wanneer de FSMA vaststelt dat een opleidingsvertrekker niet aan de in het eerste lid bedoelde vereisten voldoet, stelt zij de termijn vast waarbinnen deze toestand moet worden verholpen.

De FSMA kan beslissen dat de opleidingen die de betrokken opleidingsverstrekker in die termijn verstrekt, niet in aanmerking komen voor de in dit artikel bedoelde verplichting tot bijscholing. In dat geval brengt de opleidingsverstrekker de deelnemers daarvan op de hoogte.

Indien de FSMA, na afloop van de termijn die zij conform het vorige lid heeft opgelegd, vaststelt dat de tekortkomingen niet zijn verholpen, schrapt zij de erkenning van de betrokken opleidingsverstrekker.

§ 4. De bemiddelaars inzake hypothecair krediet en de kredietgevers die de werkzaamheid van bemiddelaar inzake hypothecair krediet uitoefenen, zien erop toe dat de personen in contact met het publiek die zij tewerkstellen, jaarlijks minimum 3 uur bijscholing volgen om hun beroepskennis actueel en op peil te houden.

§ 5. De in paragrafen 2 en 4 bedoelde verplichting tot bijscholing vangt aan op 1 januari van het kalenderjaar dat volgt op de inschrijving van de bemiddelaar of de aanstelling van de betrokken persoon in een van de in paragrafen 2 en 4 bedoelde functies.".

Art. 24. In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "Het bepaalde bij artikel 12, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o en § 4" vervangen door de woorden "Het bepaalde bij artikel 12, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, §§ 2 tot 4, en bij artikel 12/2" en worden de woorden "van het WER en het bepaalde bij artikel 12, § 1, eerste lid, 2^o en § 4" vervangen door de woorden "van het WER en het bepaalde bij artikelen 12/1 en 12/2".

Art. 25. In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "Het bepaalde bij artikel 12, § 1, eerste lid, 2^o is ook van toepassing" vervangen door de woorden "Het bepaalde bij artikel 12, § 1, eerste lid, 2^o, en §§ 2 tot 4, is ook van toepassing" en worden de woorden "en op de personen in contact met het publiek" vervangen door de woorden ". Artikel 12/1, §§ 1 en 3, is ook van toepassing op de personen in contact met het publiek.".

Art. 26. In artikel 15 van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, wordt de bepaling onder 3^o aangevuld met de volgende zin: "De duur van de vereiste praktische ervaring bedraagt echter 2 jaar voor de makelaars en de verantwoordelijken voor de distributie op wie paragraaf 6, 1^o, van toepassing is, en die houder zijn van een masterdiploma dat niet minstens 5 studiepunten theoretische kennis als bedoeld in de bepaling onder 2^o omvat, of een equivalent percentage van studiebelasting.";

b) in het eerste lid, wordt de bepaling onder 4^o, aangevuld met de volgende zin: "De duur van de vereiste praktische ervaring bedraagt één jaar voor de verbonden agenten en de verantwoordelijken voor de distributie op wie paragraaf 6, 1^o, van toepassing is, en die houder zijn van een masterdiploma dat niet minstens 5 studiepunten theoretische kennis als bedoeld in de bepaling onder 2^o omvat, of een equivalent percentage van studiebelasting.";

c) L'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La FSMA peut préciser la structure et le contenu de l'expérience pratique visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o, ainsi que les actes pouvant être accomplis, sous la supervision et la responsabilité d'un intermédiaire inscrit ou d'un prêteur, au cours de la période d'acquisition de l'expérience pratique. La durée de l'expérience pratique est calculée sur une base d'équivalent temps plein. La FSMA peut toutefois préciser des modalités spécifiques de calcul de la durée de l'expérience pratique lorsque celle-ci est acquise par un candidat à plusieurs statuts d'intermédiaire ou à une fonction auprès d'un intermédiaire ou d'un prêteur, cumulant ses activités avec des activités en matière de services bancaires ou de services d'investissement et/ou de distribution d'assurances ou de réassurances, et/ou lorsque cette expérience pratique est acquise auprès d'un intermédiaire ou d'un prêteur, cumulant plusieurs des activités précitées durant la période d'acquisition de l'expérience pratique. Ces modalités spécifiques tiendront notamment compte de la pertinence de l'expérience pratique acquise. » ;

2° dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) l'alinéa 2 est complété par une phrase, rédigée comme suit :

« Cette connaissance de base ne doit pas faire l'objet d'un recyclage visé à l'article 15/2. » ;

3° les paragraphes 5 à 8 sont remplacés par ce qui suit :

« § 5. Sous réserve des dispositions des paragraphes 6 et 7, la preuve des connaissances théoriques requises visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2° est fournie par la réussite d'un ou plusieurs examens agréés par la FSMA, et qui sont organisés par ou en vertu d'un décret, par une association professionnelle, ou par un prêteur et couvrant les matières visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°.

Les organisateurs d'examens communiquent à la FSMA le contenu et les modalités de l'examen qu'ils organisent conformément à l'alinéa précédent. La FSMA vérifie si les examens qu'ils organisent couvrent les matières visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°.

La FSMA peut, par voie de règlement, préciser les règles auxquelles cet examen doit satisfaire.

La FSMA peut retirer son agrément si un examen ne couvre plus les matières visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, ou ne satisfait pas aux règles visées à l'alinéa précédent.

§ 6. Pour les personnes visées aux paragraphes 3 et 4 et à l'article 15/1, § 2, la preuve de la connaissance de base peut être fournie par un certificat de l'enseignement secondaire supérieur délivré conformément à un décret de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone ou par un diplôme étranger considéré, en vertu de la législation applicable ou par l'autorité compétente, comme équivalent ou par la réussite d'un examen tel que prévu à l'alinéa 1^{er}.

§ 7. Pour les personnes visées au paragraphe 1^{er} et à l'article 15/1, §§ 1^{er} et 3, la preuve de la connaissance théorique peut être fournie par :

1° un diplôme de master délivré par une université ou par une école supérieure conformément à un décret de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone, ou un diplôme équivalent délivré avant l'année académique 2004-2005 ;

2° un diplôme de bachelier académique délivré par une université ou par une école supérieure conformément à un décret de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone, un diplôme de bachelier professionnel délivré par un établissement d'enseignement supérieur, ou un diplôme équivalent délivré avant l'année scolaire 2004-2005, diplôme dont le programme de cours compte au moins 11 crédits se rapportant aux connaissances théoriques visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ou un pourcentage équivalent de la charge d'études ;

3° un diplôme étranger reconnu, en vertu de la législation applicable ou par l'autorité compétente, comme équivalent à l'un des diplômes visés au 1° ou 2°. » ;

§ 8. Par dérogation au paragraphe 5, les personnes qui ont déjà été inscrites au registre des intermédiaires en crédit à la consommation mais qui en ont été omises, ne doivent pas, en cas de demande de réinscription dans les cinq ans de leur omission du registre et quelle que soit la catégorie du registre sur laquelle porte la nouvelle demande, prouver qu'elles satisfont aux exigences en matière de connaissances professionnelles auxquelles elles étaient déjà réputées satisfaire lors de leur précédente inscription.

c) het tweede lid wordt aangevuld met een zin, luidende:

“De FSMA kan de structuur en de inhoud van de praktische ervaring bedoeld in het eerste lid, 3^o, 4^o en 5^o nader bepalen, alsook welke handelingen onder toezicht en verantwoordelijkheid van een ingeschreven tussenpersoon of van een kredietgever kunnen worden verricht tijdens de periode waarin de praktische ervaring wordt opgedaan. De duur van de praktische ervaring wordt op voltijdbasis berekend. De FSMA kan echter specifieke modaliteiten bepalen voor de berekening van de duur van de praktische ervaring wanneer die wordt opgedaan door een kandidaat voor verschillende statuten van tussenpersoon of voor een functie bij een tussenpersoon of een kredietgever die zijn activiteiten cumuleert met activiteiten in verband met bank- of beleggingsdiensten, en/of de verzekerings- of herverzekeringsdistributie, en/of wanneer die wordt opgedaan bij een tussenpersoon of een kredietgever die verschillende van voornoemde activiteiten cumuleert tijdens de periode waarin de praktische ervaring wordt opgedaan. Die specifieke modaliteiten zullen onder meer rekening houden met de relevantie van de opgedane praktische ervaring.”;

2° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) het tweede lid wordt aangevuld met een zin, luidende:

“Die basiskennis vereist geen bijscholing als bedoeld in artikel 15/2.”;

3° paragrafen 5 tot 8 worden vervangen als volgt:

“§ 5. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragrafen 6 en 7, wordt het bewijs van de vereiste theoretische kennis als bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 2°, geleverd door het slagen voor een of meer examens die door de FSMA zijn erkend, die door of krachtens een decreet, door een beroepsvereniging of door een kredietgever worden georganiseerd, en die betrekking hebben op de in paragraaf 2, eerste lid, 2°, bedoelde materies.

De examenorganisatoren delen aan de FSMA de inhoud en de regels mee voor het examen dat zij conform het vorige lid organiseren. De FSMA gaat na of de examens die zij organiseren, naar de kennis van de in paragraaf 2, eerste lid, 2°, bedoelde materies peilen.

De FSMA kan, bij reglement, de regels preciseren waaraan dit examen moet voldoen.

De FSMA kan de erkenning intrekken als een examen niet langer naar de kennis van de in paragraaf 2, eerste lid, 2°, bedoelde materies peilt, of niet aan de in het vorige lid bedoelde regels voldoet.

§ 6. De in paragrafen 3 en 4 en in artikel 15/1, § 2, bedoelde personen kunnen bewijzen dat zij over de basiskennis beschikken, aan de hand van een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs dat hun overeenkomstig een decreet van de Vlaamse, de Franse of de Duitstalige Gemeenschap is toegekend, of aan de hand van een buitenlands diploma dat, krachtens de toepasselijke wetgeving of door de bevoegde autoriteit, als gelijkwaardig wordt beschouwd, of door het slagen voor het in het eerste lid bedoelde examen.

§ 7. Voor de in paragraaf 1 en in artikel 15/1, §§ 1 en 3, bedoelde personen kan het bewijs van de theoretische kennis worden geleverd aan de hand van:

1° een overeenkomstig een decreet van de Vlaamse, de Franse of de Duitstalige Gemeenschap door een universiteit of een hogeschool toegekend masterdiploma of een daarmee gelijkgesteld diploma toegekend vóór het academiejaar 2004-2005;

2° een overeenkomstig een decreet van de Vlaamse, de Franse of de Duitstalige Gemeenschap door een universiteit of een hogeschool toegekend diploma van academisch bachelor, een door een instelling van hoger onderwijs toegekend diploma van professioneel bachelor of een daarmee gelijkgesteld diploma toegekend vóór het schooljaar 2004-2005, dat een lessenprogramma omvat van minstens 11 studiepunten theoretische kennis als bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, of een equivalent percentage van studiebelasting;

3° een buitenlands diploma dat, krachtens de toepasselijke wetgeving of door de bevoegde autoriteit, als gelijkwaardig beschouwd wordt beschouwd met één van de diploma's als bedoeld in de bepalingen onder 1° of 2°.”;

§ 8. In afwijking van paragraaf 5 moeten de personen die al in het register van de bemiddelaars inzake consumentenkrediet ingeschreven zijn geweest, maar daar vervolgens uit weggelaten zijn geweest, wanneer zij binnen vijf jaar na hun weglating uit het register verzoeken om opnieuw in dat register te worden ingeschreven, en ongeacht de categorie van het register waarop dat nieuwe verzoek betrekking heeft, niet bewijzen dat zij voldoen aan de vereisten inzake beroepskennis waaraan zij bij hun vorige inschrijving al geacht werden te voldoen.

En outre, en cas de demande de réinscription et quel que soit le délai écoulé depuis leur omission du registre, les personnes précitées ne doivent pas produire une nouvelle fois les certificats visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, et aux paragraphes 6 et 7, qu'elles ont déjà transmis à la FSMA lors de leur précédente inscription.

Les dispositions du présent paragraphe sont applicables par analogie aux personnes qui ont été désignées comme responsables de la distribution et aux personnes en contact avec le public qui peuvent démontrer qu'elles ont été actives aux mêmes conditions, ainsi qu'aux dirigeants effectifs des intermédiaires en crédit à la consommation qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation.

Les dérogations prévues au présent paragraphe ne sont pas applicables si l'omission du registre résulte d'une mesure de radiation pour cause de manquement aux exigences en matière de connaissances professionnelles. » ;

4° il est inséré un paragraphe 9, rédigé comme suit :

« § 9. Les personnes suivantes, qui possèdent les connaissances professionnelles requises jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 visant à l'harmonisation de différents arrêtés royaux relatifs à l'intermédiation dans le secteur financier et des assurances, sont supposés, pour l'exercice de leurs activités et/ou fonctions, remplir les exigences de connaissances professionnelles visées au Chapitre VI du présent arrêté, telles que modifiées par l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité :

- les intermédiaires en crédit à la consommation qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité, sont inscrits au registre des intermédiaires en crédit à la consommation,

- les responsables de la distribution et dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité d'intermédiation et qui sont en fonction à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité, et,

- les personnes en contact avec le public qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 décembre 2021 précité, s'occupent directement d'intermédiation en crédit à la consommation auprès d'un intermédiaire en crédit inscrit dans le registre des intermédiaires en crédit à la consommation, ou sont employés auprès d'un prêteur. ».

Art. 27. Dans le même arrêté royal, il est inséré des articles 15/1 et 15/2, rédigés comme suit :

« Art. 15/1. § 1^{er}. Les personnes en contact avec le public, telles que visées à l'article VII.186, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du CDE, doivent, en matière de connaissances professionnelles, répondre aux exigences prévues à l'article 15, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. Les personnes en contact avec le public visées à l'article VII.187, § 1^{er}, 1°, auprès d'un agent à titre accessoire, tel que visé à l'article VII.72, alinéa 1^{er}, du CDE, doivent posséder une connaissance de base des matières visées à l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 3. Les personnes en contact avec le public visées à l'article VII.187, § 1^{er}, 1°, auprès d'un agent à titre accessoire, tel que visé à l'article VII.72, alinéa 2, du CDE, doivent posséder la connaissance théorique visée à l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes précédents, une personne en contact avec le public qui ne possède pas encore la connaissance théorique requise peut être désignée comme personne en contact avec le public en formation.

Dans l'année qui suit sa première désignation comme personne en contact avec le public en formation, la personne visée à l'alinéa 1^{er} doit posséder la connaissance théorique requise.

Aussi longtemps que la personne en contact avec le public est en formation, elle agit sous la supervision et bénéficie de l'encadrement de l'intermédiaire en crédit à la consommation, d'un responsable de la distribution désigné à cet effet auprès de l'intermédiaire, ou d'une personne en contact avec le public désignée à cet effet par l'intermédiaire qui possède la connaissance théorique requise visée à l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, et qui a acquis l'expérience pratique exigée au paragraphe 5.

La personne en contact avec le public en formation qui ne répond pas à la condition prévue à l'alinéa 2 ne peut plus être désignée comme personne en contact avec le public.

Bovendien moeten voornoemde personen, wanneer zij verzoeken om opnieuw in het register te worden ingeschreven en ongeacht de termijn die sinds hun weglating uit dat register is verstreken, de in paragraaf 2, eerste lid, 1°, en in paragrafen 6 en 7 bedoelde getuigschriften, die zij bij hun vorige inschrijving al aan de FSMA hebben bezorgd, niet opnieuw voorleggen.

De bepalingen van deze paragraaf zijn op overeenkomstige wijze van toepassing op de personen die als verantwoordelijken voor de distributie zijn aangewezen, en op de personen in contact met het publiek die kunnen aantonen dat zij onder dezelfde voorwaarden actief zijn geweest, alsook op de effectieve leiders van de bemiddelaars inzake consumentenkrediet die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling.

De in deze paragraaf bepaalde afwijkingen zijn niet van toepassing als de weglating uit het register voortvloeit uit een schrappingsmaatregel die op grond van een inbreuk op de vereisten inzake beroepsken- nis is genomen.”;

4° er wordt een paragraaf 9 ingevoegd, luidende:

“§ 9. De volgende personen, die over de vereiste beroepsken- nis beschikken op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 12 december 2021 tot harmonisatie van verschillende koninklijke besluiten over de bemiddeling in de financiële en verzeke- ringssector, worden geacht om, voor de uitoefening van hun werkzaam- heid en/of functie, de vereiste beroepsken- nis te bezitten als bedoeld in Hoofdstuk VI van dit besluit, als gewijzigd bij voornoemd koninklijk besluit van 12 december 2021:

- de bemiddelaars inzake consumentenkrediet die, op de datum van inwerkingtreding van voornoemd koninklijk besluit van 12 decem- ber 2021, in het register van de bemiddelaars inzake consumentenk- diet zijn ingeschreven,

- de verantwoordelijken voor de distributie en effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van bemiddeling, en die in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van voornoemd koninklijk besluit van 12 december 2021, en,

- de personen in contact met het publiek die, op de datum van inwerkingtreding van voornoemd koninklijk besluit van 12 decem- ber 2021, rechtstreeks deelnemen aan de werkzaamheid van bemidde- ling inzake consumentenkrediet bij een kredietbemiddelaar die in het register van de bemiddelaars inzake consumentenkrediet is ingeschre- ven, of bij een kredietgever zijn tewerkgesteld. ”.

Art. 27. In hetzelfde koninklijk besluit worden de artikelen 15/1 en 15/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 15/1. § 1. De in artikel VII.186, § 1, eerste lid, 1°, van het WER bedoelde personen in contact met het publiek moeten, inzake beroeps- kennis, voldoen aan het bepaalde bij artikel 15, § 2, eerste lid, 2°.

§ 2. De in artikel VII.187, § 1, 1°, bedoelde personen in contact met het publiek bij een agent in een nevenfunctie als bedoeld in artikel VII.72, eerste lid, van het WER moeten een basiskennis bezitten van de in artikel 15, § 2, eerste lid, 2°, bedoelde materies.

§ 3. De in artikel VII.187, § 1, 1°, bedoelde personen in contact met het publiek bij een agent in een nevenfunctie als bedoeld in artikel VII.72, tweede lid, van het WER moeten de theoretische kennis als bedoeld in artikel 15, § 2, eerste lid, 2°, bezitten.

§ 4. In afwijking van de vorige paragrafen mag een persoon in contact met het publiek die de vereiste theoretische kennis nog niet bezit, als persoon in contact met het publiek in opleiding worden aangesteld.

Binnen het jaar na zijn eerste aanstelling als persoon in contact met het publiek in opleiding moet de in het eerste lid bedoelde persoon de vereiste theoretische kennis bezitten.

Zolang de persoon in contact met het publiek in opleiding is, handelt hij onder het toezicht en binnen de omkadering van de bemiddelaar inzake consumentenkrediet, van een daartoe bij de bemiddelaar aangewezen verantwoordelijke voor de distributie, of van een daartoe door de bemiddelaar aangewezen persoon in contact met het publiek die de in artikel 15, § 2, eerste lid, 2°, bedoelde theoretische kennis bezit en die de overeenkomstig paragraaf 5 vereiste ervaring heeft verwor- ven.

De persoon in contact met het publiek in opleiding die niet aan de in het tweede lid gestelde voorwaarde beantwoordt, kan niet langer als persoon in contact met het publiek worden aangesteld.

§ 5. Les personnes en contact avec le public visées aux paragraphes 1^{er} et 3 doivent justifier d'une expérience pratique utile de six mois et obtenue dans sa totalité au cours de la période de six ans précédant la date de leur désignation par l'intermédiaire. La durée de l'expérience pratique est calculée conformément à l'article 15, § 2, alinéa 2.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si les personnes en contact avec le public ne peuvent pas justifier d'une expérience pratique utile de six mois, elles sont autorisées à l'acquérir, sous la supervision et en bénéficiant de l'encadrement d'un intermédiaire en crédit à la consommation, d'un responsable de la distribution désigné à cet effet auprès de l'intermédiaire ou d'une personne en contact avec le public désignée à cet effet auprès de l'intermédiaire, qui possède la connaissance théorique prévue à l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, et qui a acquis l'expérience pratique visée à l'alinéa précédent.

La supervision exercée est modulée en fonction des services fournis par la personne en contact avec le public et en fonction des qualifications et de l'expérience pertinentes de la personne en question.

L'expérience acquise en tant que personne en contact avec le public en formation, telle que visée à l'alinéa 2, est prise en compte comme expérience pratique utile.

§ 6. Les intermédiaires en crédit à la consommation et les prêteurs veillent à ce que les personnes en contact avec le public possèdent les connaissances professionnelles requises.

Art. 15/2. § 1^{er}. La connaissance théorique et la connaissance de base visées à l'article 15 font l'objet d'un recyclage régulier, selon les modalités précisées dans le présent article.

§ 2. Les personnes visées à l'article 15, § 1^{er}, doivent suivre au moins 3 heures de recyclage par an afin de maintenir leurs connaissances professionnelles à jour et à niveau.

§ 3. Le recyclage visé au paragraphe 2 doit être dispensé par des organisateurs de formations qui sont agréés par la FSMA, selon les modalités qu'elle détermine. La FSMA peut préciser, par voie de règlement, les exigences en termes d'organisation, de contenu et de qualité auxquelles les organisateurs de formations et le recyclage dispensé par leurs soins doivent satisfaire, ainsi que les modalités de la procédure d'agrément. La FSMA publie une liste des organisateurs de formations agréés par la FSMA sur son site internet.

Sur simple demande de la FSMA, les organisateurs de formations sont tenus de lui fournir tous renseignements et de lui délivrer tous documents qu'elle estime nécessaires pour juger si l'organisateur de formations et les recyclages qu'il propose satisfont au prescrit de l'alinéa 1^{er}. La FSMA peut également procéder à des inspections auprès des organisateurs de formations et prendre connaissance ou copie sur place de toutes les informations en leur possession.

Lorsque la FSMA constate qu'un organisateur de formations ne satisfait pas aux exigences visées à l'alinéa 1^{er}, elle fixe le délai dans lequel il doit être remédié à la situation constatée.

La FSMA peut décider que, durant ce délai, les formations dispensées par l'organisateur de formations concerné n'entrent pas en considération pour l'obligation de recyclage visée au présent article. Dans ce cas, l'organisateur de formations concerné en informe les participants.

Si, au terme du délai qu'elle a imposé conformément à l'alinéa précédent, la FSMA constate qu'il n'a pas été remédié aux manquements, la FSMA radie l'agrément de l'organisateur de formations concerné.

§ 4. Les intermédiaires en crédit à la consommation et les prêteurs qui exercent l'activité d'intermédiaire en crédit à la consommation veillent à ce que les personnes en contact avec le public qu'ils emploient visées à l'article 15/1, §§ 1^{er} et 3 suivent au moins trois heures de recyclage par an afin de maintenir leurs connaissances professionnelles à jour et à niveau.

§ 5. L'obligation de recyclage visée aux paragraphes 2 et 4 prend cours le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit l'inscription de l'intermédiaire ou la désignation de la personne concernée dans une des fonctions visées aux paragraphes 2 et 4. ».

§ 5. De in paragrafen 1 en 3 bedoelde personen in contact met het publiek moeten aantonen dat zij over zes maanden nuttige praktische ervaring beschikken die zij volledig hebben opgedaan in de loop van de periode van zes jaar voorafgaand aan de datum van hun aanstelling door de bemiddelaar. De duur van de praktische ervaring wordt overeenkomstig het artikel 15, § 2, tweede lid, berekend.

Indien de personen in contact met het publiek niet kunnen aantonen dat zij over zes maanden nuttige praktische ervaring beschikken, wordt hun, in afwijking van het vorige lid, toegestaan om deze ervaring op te doen onder het toezicht en binnen de omkadering van een bemiddelaar inzake consumentenkrediet, van een daartoe bij de bemiddelaar aangewezen verantwoordelijke voor de distributie, of van een persoon in contact met het publiek die daartoe door de bemiddelaar is aangesteld, die over de in artikel 15, § 2, eerste lid, 2^o, bedoelde theoretische kennis beschikt, en die de in het vorige lid vereiste praktische ervaring heeft verworven.

Het uitgeoefende toezicht is afgestemd op de diensten die de persoon in contact met het publiek verleent, en op zijn relevante kwalificaties en ervaring.

De in het tweede lid bedoelde ervaring verworven als persoon in contact met het publiek in opleiding wordt als relevante praktische ervaring in aanmerking genomen.

§ 6. De bemiddelaars inzake consumentenkrediet en de kredietgevers zien erop toe dat de personen in contact met het publiek over voldoende beroepskennis beschikken.

Art. 15/2. § 1. De in artikel 15 bedoelde theoretische kennis en basiskennis maken het voorwerp uit van een geregelde bijscholing, volgens de nader in dit artikel bepaalde modaliteiten.

§ 2. De in artikel 15, § 1, bedoelde personen moeten jaarlijks minimum 3 uur bijscholing volgen om hun beroepskennis actueel en op peil te houden.

§ 3. De in paragraaf 2 bedoelde bijscholing moet worden gegeven door opleidingsverstrekkers die door de FSMA zijn erkend, volgens de door haar bepaalde modaliteiten. De FSMA kan, bij reglement, nader bepalen aan welke organisatorische, inhoudelijke en kwalitatieve vereisten de opleidingsverstrekkers en de door hen verstrekte bijscholing moeten voldoen, alsook de modaliteiten van de erkenningsprocedure. De FSMA publiceert een lijst van de door haar erkende opleidingsverstrekkers op haar website.

Als de FSMA daarom verzoekt, moeten de opleidingsverstrekkers haar alle inlichtingen en documenten bezorgen die zij nodig acht om te beoordelen of de opleidingsverstrekker en de door hem aangeboden bijscholingen aan het bepaalde bij het eerste lid voldoen. De FSMA kan bij de opleidingsverstrekkers ook inspecties verrichten, en ter plaatse kennisnemen of een kopie maken van alle gegevens in hun bezit.

Wanneer de FSMA vaststelt dat een opleidingsvertrekker niet aan de in het eerste lid bedoelde vereisten voldoet, stelt zij de termijn vast waarbinnen deze toestand moet worden verholpen.

De FSMA kan beslissen dat de opleidingen die de betrokken opleidingsverstrekker in die termijn verstrekt, niet in aanmerking komen voor de in dit artikel bedoelde verplichting tot bijscholing. In dat geval brengt de opleidingsverstrekker de deelnemers daarvan op de hoogte.

Indien de FSMA, na afloop van de termijn die zij overeenkomstig het vorige lid heeft opgelegd, vaststelt dat de tekortkomingen niet zijn verholpen, schrapt zij de erkenning van de betrokken opleidingsverstrekker.

§ 4. De bemiddelaars inzake consumentenkrediet en de kredietgevers die de werkzaamheid van bemiddelaar inzake consumentenkrediet uitoefenen, zien erop toe dat de in artikel 15/1, §§ 1 en 3, bedoelde personen in contact met het publiek die zij tewerkstellen, jaarlijks minimum 3 uur bijscholing volgen om hun beroepskennis actueel en op peil te houden.

§ 5. De in paragrafen 2 en 4 bedoelde verplichting tot bijscholing vangt aan op 1 januari van het kalenderjaar dat volgt op de inschrijving van de bemiddelaar of de aanstelling van de betrokken persoon in één van de in paragrafen 2 en 4 bedoelde functies.".

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté royal du 18 juin 2019 portant exécution des articles 5, 19° /1, 264, 266, 268 et 273 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances*

Art. 28. Dans l'article 17 de l'arrêté royal du 18 juin 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si les sous-agents d'assurance ou de réassurance, leurs responsables de la distribution ou leurs dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité de distribution d'assurances ou de réassurances visées à cet alinéa, ne peuvent pas justifier d'une expérience pratique utile de six mois, ils sont autorisés à l'acquiescer, sous la supervision et en bénéficiant de l'encadrement de l'intermédiaire d'assurance ou de réassurance sous la responsabilité duquel agit le sous-agent concerné, ou d'un responsable de la distribution désigné à cet effet auprès de cet intermédiaire. » ;

b) les alinéas 3 et 4 anciens, devenant les alinéas 4 et 5, sont remplacés par ce qui suit :

« La supervision exercée est modulée en fonction des services fournis par la personne concernée et en fonction des qualifications et de l'expérience pertinentes de la personne en question.

L'expérience acquise en tant que personne en contact avec le public en formation, telle que visée à l'article 13, § 2, ou en tant que sous-agent en formation, telle que visée à l'alinéa 3, est prise en compte comme expérience pratique utile. » ;

2° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. La FSMA peut préciser la structure et le contenu de cette expérience pratique, ainsi que les actes pouvant être accomplis sous la supervision et la responsabilité d'un intermédiaire inscrit ou d'une entreprise d'assurance ou de réassurance au cours de la période d'acquisition de l'expérience pratique. La durée de l'expérience pratique est calculée sur une base d'équivalent temps plein. La FSMA peut toutefois préciser des modalités spécifiques de calcul de la durée de l'expérience pratique lorsque celle-ci est acquise par un candidat à plusieurs statuts d'intermédiaire ou à une fonction auprès d'un intermédiaire ou d'une entreprise d'assurance ou de réassurance, cumulant ses activités avec des activités d'intermédiation en crédit, de prêteur, et/ ou en matière de services bancaires ou de services d'investissement, et/ou lorsque cette expérience pratique est acquise auprès d'un intermédiaire ou d'une entreprise d'assurance ou de réassurance, cumulant plusieurs des activités précitées durant la période d'acquisition de l'expérience pratique. Ces modalités spécifiques tiendront notamment compte de la pertinence de l'expérience pratique acquise. »

Art. 29. Dans l'article 18, § 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« La FSMA publie une liste des organisateurs de formations agréés par la FSMA sur son site internet. » ;

2° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Sur simple demande de la FSMA, les organisateurs de formations sont tenus de lui fournir tous renseignements et de lui délivrer tous documents qu'elle estime nécessaires pour juger si l'organisateur de formations et les recyclages qu'il propose satisfont au prescrit de l'alinéa 1^{er}. La FSMA peut également procéder à des inspections auprès des organisateurs de formations et prendre connaissance ou copie sur place de toutes les informations en leur possession.

Lorsque la FSMA constate qu'un organisateur de formations ne satisfait pas aux exigences visées à l'alinéa 1^{er}, elle fixe le délai dans lequel il doit être remédié à la situation constatée. » ;

3° deux alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre l'alinéa 3 et 4 :

« La FSMA peut décider que, durant ce délai, les formations dispensées par l'organisateur de formations concerné n'entrent pas en considération pour l'obligation de recyclage visée au présent article. Dans ce cas, l'organisateur de formations concerné en informe les participants.

Si, au terme du délai qu'elle a imposé conformément à l'alinéa précédent, la FSMA constate qu'il n'a pas été remédié aux manquements, la FSMA radie l'agrément de l'organisateur de formations concerné. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 18 juni 2019 tot uitvoering van de artikelen 5, 19° /1, 264, 266, 268 en 273 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen*

Art. 28. In artikel 17 van het koninklijk besluit van 18 juni 2019 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) tussen het tweede en derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

“Indien de verzekerings- of herverzekeringssubagenten, hun verantwoordelijk voor de distributie of hun effectieve leiders die de facto verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheid van verzekerings- of herverzekeringssubagenten als bedoeld in dit lid, niet kunnen aantonen dat zij over zes maanden nuttige praktische ervaring beschikken, wordt hun, in afwijking van het eerste lid, toegestaan om deze ervaring op te doen onder het toezicht en binnen de omkadering van de verzekerings- of herverzekeringstussenpersoon onder wiens verantwoordelijkheid de betrokken subagent handelt, of van een daartoe bij de tussenpersoon aangestelde verantwoordelijke voor de distributie.”;

b) het vroegere derde en vierde lid, die het vierde en vijfde lid worden, worden vervangen als volgt:

“Het uitgeoefende toezicht is afgestemd op de diensten die de betrokken persoon verleent, en op zijn relevante kwalificaties en ervaring.

De ervaring verworven als persoon in contact met het publiek in opleiding, als bedoeld in artikel 13, § 2, of als subagent in opleiding, als bedoeld in het derde lid, wordt als relevante praktische ervaring in aanmerking genomen.”;

2° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

“§ 5. De FSMA kan de structuur en de inhoud van die praktische ervaring bepalen, alsook de handelingen die, onder de supervisie en de verantwoordelijkheid van een ingeschreven tussenpersoon of van een verzekerings- of herverzekeringsonderneming, kunnen worden verricht tijdens de periode waarin de praktische ervaring wordt opgedaan. De duur van de praktische ervaring wordt op voltijdbasis berekend. De FSMA kan echter specifieke modaliteiten bepalen voor de berekening van de duur van de praktische ervaring wanneer die wordt opgedaan door een kandidaat voor verschillende statuten van tussenpersoon of voor een functie bij een verzekerings- of herverzekeringstussenpersoon of –onderneming die zijn/haar activiteiten cumuleert met activiteiten van kredietbemiddeling, van kredietgever en/of van bank- of beleggingsdiensten, en/of wanneer die wordt opgedaan bij een verzekerings- of herverzekeringstussenpersoon of –onderneming die verschillende van voornoemde activiteiten cumuleert tijdens de periode waarin de praktische ervaring wordt opgedaan. Die specifieke modaliteiten zullen onder meer rekening houden met de pertinentie van de opgedane praktische ervaring.”.

Art. 29. In artikel 18, § 3, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“De FSMA publiceert een lijst van de door haar erkende opleidingsverstrekkers op haar website.”;

2° het tweede en derde lid worden vervangen als volgt:

“Als de FSMA daarom verzoekt, moeten de opleidingsverstrekkers haar alle inlichtingen en documenten bezorgen die zij nodig acht om te beoordelen of de opleidingsverstrekker en de door hem aangeboden bijscholingen aan het bepaalde bij het eerste lid voldoen. De FSMA kan bij de opleidingsverstrekkers ook inspecties verrichten, en ter plaatse kennisnemen of een kopie maken van alle gegevens in hun bezit.

Wanneer de FSMA vaststelt dat een opleidingsvertrekker niet aan de in het eerste lid bedoelde vereisten voldoet, stelt zij de termijn vast waarbinnen deze toestand moet worden verholpen.”;

3° tussen het derde en het vierde lid worden twee leden ingevoegd, luidende:

“De FSMA kan beslissen dat de opleidingen die de betrokken opleidingsverstrekker in die termijn verstrekt, niet in aanmerking komen voor de in dit artikel bedoelde verplichting tot bijscholing. In dat geval brengt de opleidingsverstrekker de deelnemers daarvan op de hoogte.

Indien de FSMA, na afloop van de termijn die zij conform het vorige lid heeft opgelegd, vaststelt dat de tekortkomingen niet zijn verholpen, schrapt zij de erkenning van de betrokken opleidingsverstrekker.”.

CHAPITRE IV.. — *Organismes centraux*

Art. 30. Les organismes centraux visés à l'article 227 de la loi du 2 mai 2019 portant des dispositions financières diverses sont tenus de transférer à la FSMA les dossiers relatifs aux intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement et aux intermédiaires de crédit inscrits sous leur responsabilité, au plus tard dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. La FSMA détermine, en concertation avec chacun des organismes concernés, les modalités et le délai de transmission de ces dossiers.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 31. § 1^{er}. À l'exception de ceux dont la demande d'inscription initiale a été introduite collectivement par un organisme central, les intermédiaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont inscrits au registre des intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement, au registre des intermédiaires en crédit hypothécaire ou au registre des intermédiaires en crédit à la consommation doivent satisfaire aux dispositions du présent arrêté dans un délai de trois mois à dater de son entrée en vigueur.

Les intermédiaires dont la demande d'inscription initiale a été introduite collectivement par un organisme central doivent satisfaire aux dispositions du présent arrêté dans un délai de trois mois à dater du transfert de leur dossier opéré conformément au Chapitre IV du présent arrêté.

§ 2. Par dérogation à l'article 8/1, § 5, de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2006, l'obligation de recyclage des personnes visées à l'article 8/1, §§ 2 et 4, inscrites au registre des intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement ou désignées dans une des fonctions visées à l'article 8/1, §§ 2 et 4, avant le 1^{er} janvier 2021, prend cours le 1^{er} janvier 2022.

Par dérogation aux articles 12/2, § 5, et 15/2, § 5, de l'arrêté royal du 29 octobre 2015, l'obligation de recyclage des personnes visées aux articles 12/2, §§ 2 et 4, ou 15/2, §§ 2 et 4, inscrites au registre des intermédiaires en crédit hypothécaire ou des intermédiaires en crédit à la consommation ou désignées dans une des fonctions visées aux articles 12/2, §§ 2 et 4, ou 15/2, §§ 2 et 4, avant le 1^{er} janvier 2021, prend cours le 1^{er} janvier 2022.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 33. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions, le ministre qui a les Finances dans ses attributions, le ministre qui a les Classes moyennes et le ministre qui a la Protection des consommateurs dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME,
D. CLARINVAL

La Secrétaire d'Etat au Budget et à la Protection des Consommateurs,
E. DE BLEEKER

HOOFDSTUK IV. — *Centrale instellingen*

Art. 30. De centrale instellingen als bedoeld in artikel 227 van de wet van 2 mei 2019 houdende diverse financiële bepalingen, moeten de dossiers van de onder hun verantwoordelijkheid ingeschreven tussenpersonen in bank- en bemiddelingsdiensten en kredietbemiddelaars uiterlijk binnen drie jaar na de inwerkingtreding van dit besluit aan de FSMA overdragen. De FSMA bepaalt in overleg met elk van de betrokken instellingen op welke wijze en binnen welke termijn deze overdracht kan gebeuren.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 31. § 1. Met uitzondering van de tussenpersonen van wie de initiële inschrijvingsaanvraag collectief werd ingediend door een centrale instelling, moeten de tussenpersonen die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, zijn ingeschreven in het register van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten, in het register van de bemiddelaars inzake hypotheecair krediet of in het register van de bemiddelaars inzake consumentenkrediet, uiterlijk binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit aan de bepalingen ervan te voldoen.

De tussenpersonen van wie de initiële inschrijvingsaanvraag collectief werd ingediend door een centrale instelling, moeten, uiterlijk binnen drie maanden na de overdracht van hun dossier conform Hoofdstuk IV van dit besluit, aan de bepalingen van dit besluit voldoen.

§ 2. In afwijking van artikel 8/1, § 5, van het koninklijk besluit van 1 juli 2006 vangt de verplichting tot bijscholing van de in artikel 8/1, §§ 2 en 4, bedoelde personen, die vóór 1 januari 2021 in het register van de tussenpersonen in bank- en beleggingsdiensten zijn ingeschreven, of in een van de in artikel 8/1, §§ 2 en 4, bedoelde functies zijn aangesteld, op 1 januari 2022 aan.

In afwijking van de artikelen 12/2, § 5, en 15/2, § 5, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2015 vangt de verplichting tot bijscholing van de in de artikelen 12/2, §§ 2 en 4, of 15/2, §§ 2 en 4, bedoelde personen, die vóór 1 januari 2021 in het register van de bemiddelaars inzake hypotheecair krediet of van de bemiddelaars inzake consumentenkrediet zijn ingeschreven, of in een van de in de artikelen 12/2, §§ 2 en 4, of 15/2, §§ 2 en 4, bedoelde functies zijn aangesteld, op 1 januari 2022 aan.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Art. 33. De minister bevoegd voor Economie, de minister bevoegd voor Financiën, de minister bevoegd voor Middenstand en de minister bevoegd voor Consumentenbescherming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's,
D. CLARINVAL

De Staatssecretaris voor Begroting en Consumentenbescherming,
E. DE BLEEKER